ASSEMBLÉE NATIONALE

Secrétariat des commissions

RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX ET LES DÉPENSES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

JUIN 1987

BIBLIOTHÈQUE
JUIN 19 1987
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Hôtel du Parlement
Bureau 4
Québec (Québec)
G1A 1A3
(418) 643-2722
Télex 051-2216

ISBN 2-550-17973-0

DÉPÔT LÉGAL, 2e TRIMESTRE 1987
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES TABLEAUX IV

LISTE DES FIGURES VII

LISTE DES ABRÉVIATIONS X

PRÉSENTATION 1

1.0 DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS 3

Nombre et heures de séances 3
Séances en session et hors session 6
Séances publiques et séances de travail 10
Présence et remplacement des membres lors des séances 14

2.0 LES MANDATS DES COMMISSIONS 15

Origine des mandats 16
Nombre et heures des séances selon l'origine des mandats ... 18
Moment de l'exécution des mandats 19
Types de séances selon l'origine des mandats 22

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

3.0 LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS 25

3.1 COMPILATION GÉNÉRALE 25

Séances et heures pour chaque activité 26
Activités en période de session et hors session 33
Types de séances selon les activités 34

3.2 COMPILATION PAR ACTIVITÉ 35

Législation - Étude des projets de loi 35
Étude des crédits budgétaires 45
Interpellation 47
Autres mandats confié par l'Assemblée 49
Législation déléguée 52
Surveillance des organismes publics 52
Vérification des engagements financiers 55
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi . 57
Études entreprises à l'initiative des commissions 59
Organisation générale 60

4.0 LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE 63

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

5.0 LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET LES AUTRES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS 65

Comité directeur 65
Sous-commission 66
Présidence des séances 67
Ressources professionnelles autres que le personnel régulier 68
Déplacements des commissions 68
Personnel de soutien 69
Consultations générales et particulières 69

6.0 ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987 71

ANNEXE I Dénomination et compétence des commissions

ANNEXE II Fiches des activités des commissions pour l'année financière 1986-1987

LISTE DES TABLEAUX

Page

TABLEAU 1 - Séances et heures, par commission 3

TABLEAU 2 - Séances et heures en session et hors session, par commission 7

TABLEAU 3 - Séances publiques et séances de travail en nombre et en heures, par commission 11

TABLEAU 4 - Présences et remplacements des membres 14

TABLEAU 5 - Origine des mandats, par commission 16

TABLEAU 6 - Séances selon les mandats, par commission 18

TABLEAU 7 - Heures de séances selon les mandats, par commission 19

TABLEAU 8 - Séances en session et hors session selon les mandats, par commission 20

TABLEAU 9 - Heures de séances en session et hors session selon les mandats, par commission 21

TABLEAU 10 - Séances publiques et séances de travail selon les mandats, par commission 22

TABLEAU 11 - Heures de séances publiques et de séances de travail selon les mandats, par commission 23

TABLEAU 12 - Séances par activité 26

TABLEAU 13 - Heures de séances par activité 27

TABLEAU 14 - Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission 28

TABLEAU 15 - Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission 29

TABLEAU 16 - Séances en session et hors session, en nombre et en heures, par activité 33

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

TABLEAU 17 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par activité 34

TABLEAU 18 - Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée 36

TABLEAU 19 - Étude détaillée des projets de loi, par commission 36

TABLEAU 20 - Traitement des projets de loi en commission 39

TABLEAU 21 - Séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission 40

TABLEAU 22 - Heures de séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission 41

TABLEAU 23 - Séances consacrées à l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, en nombre et en heures, par commission 41

TABLEAU 24 - Séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, en nombre et en heures, par commission ... 45

TABLEAU 25 - Séances consacrées aux interpellations, en nombre et en heures, par commission 47

TABLEAU 26 - Séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, en nombre et en heures, par commission 50

TABLEAU 27 - Séances consacrées à la surveillance des organismes publics, en nombre et en heures, par commission 52

TABLEAU 28 - Séances consacrées à la vérification des engagements financiers, en nombre et en heures, par commission 55

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

TABLEAU 29 - Séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, en nombre et en heures, par commission 57

TABLEAU 30 - Séances consacrées à l'organisation générale, en nombre et en heures, par commission 60

TABLEAU 31 - Comités directeurs 66

TABLEAU 32 - Présidence des séances 67

LISTE DES FIGURES

Page

FIGURE 1 - Répartition des séances, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 5

FIGURE 2 - Répartition des heures de séances, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 5

FIGURE 3 - Répartition des séances en session et hors session; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 8

FIGURE 4 - Répartition des heures de séances en session et hors session; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 9

FIGURE 5 - Répartition des séances publiques et des séances de travail; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 12

FIGURE 6 - Répartition des heures en séances publiques et en séances de travail; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 .. 13

FIGURE 7 - Répartition des mandats selon leur origine; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 17

FIGURE 8 - Répartition des séances selon les activités; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 31

FIGURE 9 - Répartition des heures de séances selon les activités; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 32

FIGURE 10 - Répartition des projets de loi publics par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 37

FIGURE 11 - Répartition des projets de loi d'intérêt privé par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 38

FIGURE 12 - Répartition des séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 42

FIGURE 13 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 43

LISTE DES FIGURES (suite)

Page

FIGURE 14 - Répartition des séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 44

FIGURE 15 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 44

FIGURE 16 - Répartition des séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 46

FIGURE 17 - Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 46

FIGURE 18 - Répartition des séances consacrées aux interpellations, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 48

FIGURE 19 - Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87..... 48

FIGURE 20 - Répartition des séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 51

FIGURE 21 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 51

FIGURE 22 - Répartition des séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 54

FIGURE 23 - Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 54

FIGURE 24 - Répartition des séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 56

LISTE DES FIGURES (suite)

Page

FIGURE 25 - Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 56

FIGURE 26 - Répartition des séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 58

FIGURE 27 - Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission; 1984-85, 1985-86 et..... 58
1986-87

FIGURE 28 - Répartition des séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commissions; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 59

FIGURE 29 - Répartition des heures de séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commissions; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 60

FIGURE 30 - Répartition des séances consacrées à l'organisation générale, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 61

FIGURE 31 - Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par commission; 1984-85, 1985-86 et 1986-87 61

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAE	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS	Commission des affaires sociales
CBA	Commission du budget et de l'administration
CC	Commission de la culture
CE	Commission de l'éducation
CET	Commission de l'économie et du travail
CI	Commission des institutions
PLP	Projet de loi public
PLIP	Projet de loi d'intérêt privé
SP	Séance publique
ST	Séance de travail

PRÉSENTATION

La récente réforme parlementaire a incité le Secrétariat des commissions à produire un compte rendu annuel qui tient compte du fonctionnement nouveau et plus autonome des commissions. Le Secrétariat publie donc, pour la troisième année, un rapport statistique qui vise plutôt à expliquer le travail des commissions au cours d'une année qu'à présenter une série de données en vrac, comme c'était le cas auparavant. Ce rapport s'inscrit néanmoins dans la même perspective que les précédents, autant par son contenu que par sa forme. Les représentations graphiques qui y sont contenues font état des trois dernières années, soit le niveau de comparaison que nous maintiendrons dans nos rapports statistiques ultérieurs.

Ce rapport n'a pas pour but de dresser un bilan ou de tirer des conclusions, mais plutôt de brosser un tableau global des activités. Comme il est basé avant tout sur des données statistiques, nous n'avons retenu, pour appuyer le texte, que les éléments quantifiables. Toutes les données apparaissant dans les différents tableaux ont été puisées dans les procès-verbaux des séances des commissions tenues entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1987. Par conséquent, cet ouvrage ne fait état que d'une partie du travail de l'ensemble des commissions puisqu'il nous est impossible de tenir compte, à partir de statistiques uniquement, des heures consacrées à la préparation et au suivi des séances des commissions ainsi que des réunions des comités directeurs ou des rencontres interparlementaires, par exemple.

Le document est structuré de façon à présenter d'abord les données générales sur les séances des commissions, puis à s'attarder aux mandats exécutés au cours de l'année et à scruter chaque activité, en mettant l'accent sur celles qui ont davantage occupé les commissions.

La Commission de l'Assemblée nationale et la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire ont dû être traitées dans un chapitre distinct, en raison de la nature même des mandats qui leur sont confiés et des particularités de leur mode de fonctionnement.

Le chapitre 5 explique le fonctionnement général et certaines autres activités des commissions, et la dernière partie du document fait état des dépenses effectuées par les commissions pendant l'année financière 1986-1987.

En terminant, nous désirons remercier le Service de l'informatique de l'Assemblée nationale pour sa précieuse collaboration dans la conception et la production des figures qui apparaissent dans le présent rapport statistique.

Nota bene: Dans tous les tableaux, les fractions d'heures indiquent une fraction décimale et non des minutes.

Dans les figures, la répartition du nombre de séances et des heures de séances entre les commissions a été établie en pourcentage (%).

1.0 DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS

Les séances publiques et les séances de travail sont les principaux outils dont disposent les commissions parlementaires pour exécuter les mandats qu'elles se sont donnés ou qui leur ont été confiés. Dans ce rapport, une séance correspond à la période de temps accordée à l'étude d'une affaire, au cours d'une même journée.

Nombre et heures de séances

Au cours de la dernière année, les commissions ont tenu 425 séances de toute nature, totalisant 1 323,4 heures.

La durée de ces séances est donc en moyenne de 3 heures 07 minutes, ce qui constitue une augmentation de 15 minutes par rapport à l'année 1984-1985 et de 16 minutes par rapport à l'année 1985-1986.

TABLEAU 1 - Séances et heures, par commission

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAE	91	21,4	257,55	19,5
CAPA	29	6,8	109,70	8,3
CAS	35	8,2	111,55	8,4
CBA	62	14,6	153,50	11,6
CC	37	8,7	99,15	7,5
CE	42	9,9	172,10	13,0
CET	56	13,2	243,65	18,4
CI	73	17,2	176,20	13,3
TOTAL	425	100,0	1 323,40	100,0

Le tableau 1 nous indique que quatre commissions parlementaires totalisent 65 % du nombre total d'heures de séances. L'année précédente, trois commissions parlementaires suffisaient pour atteindre ce pourcentage (63 %). De plus et contrairement aux années précédentes, on ne peut établir de liens entre l'exécution d'un mandat spécifique d'importance et le nombre d'heures de séances qu'ont connu les commissions les plus actives. Parmi celles-ci, la Commission de l'aménagement et des équipements et la Commission de l'économie et du travail n'ont pas consacré plus de 20 % de leurs heures de séances à l'exécution d'un mandat.

À titre d'exemple, rappelons qu'en 1985-1986, l'étude du projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens (P.L. 20) avait occupé plus de 54 % des heures de séances de la Commission des institutions.

Cette année, deux commissions ont cependant vu leur nombre total d'heures de séances directement influencé par l'étude d'un mandat: l'étude des orientations et du cadre de financement du réseau universitaire québécois pour l'année 1987-1988 et pour les années subséquentes a représenté 53 % des heures de séances de la Commission de l'éducation; la Commission de la culture a consacré quant à elle 35 % de ses heures de séances à l'étude du statut économique de l'artiste et du créateur.

Comme nous l'avions noté l'année dernière, la répartition du nombre de séances entre les commissions démontre qu'il n'existe pas d'adéquation entre le nombre et la durée des séances. Ainsi, la Commission du budget et de l'administration (62 séances) a tenu plus de séances que la Commission de l'économie et du travail (56 séances), mais leur durée a été moindre dans une proportion de 37 %; la Commission de l'éducation a siégé pour sa part un plus grand nombre d'heures que la Commission du budget et de l'administration, bien qu'elle ait tenu vingt (20) séances de moins que cette dernière.

Dans le même ordre d'idées, le nombre des mandats exécutés par une commission n'a pas de corrélation significative avec le nombre total d'heures de séances, comme nous l'indique le tableau 5.

FIGURE 1 Répartition des séances, par commission

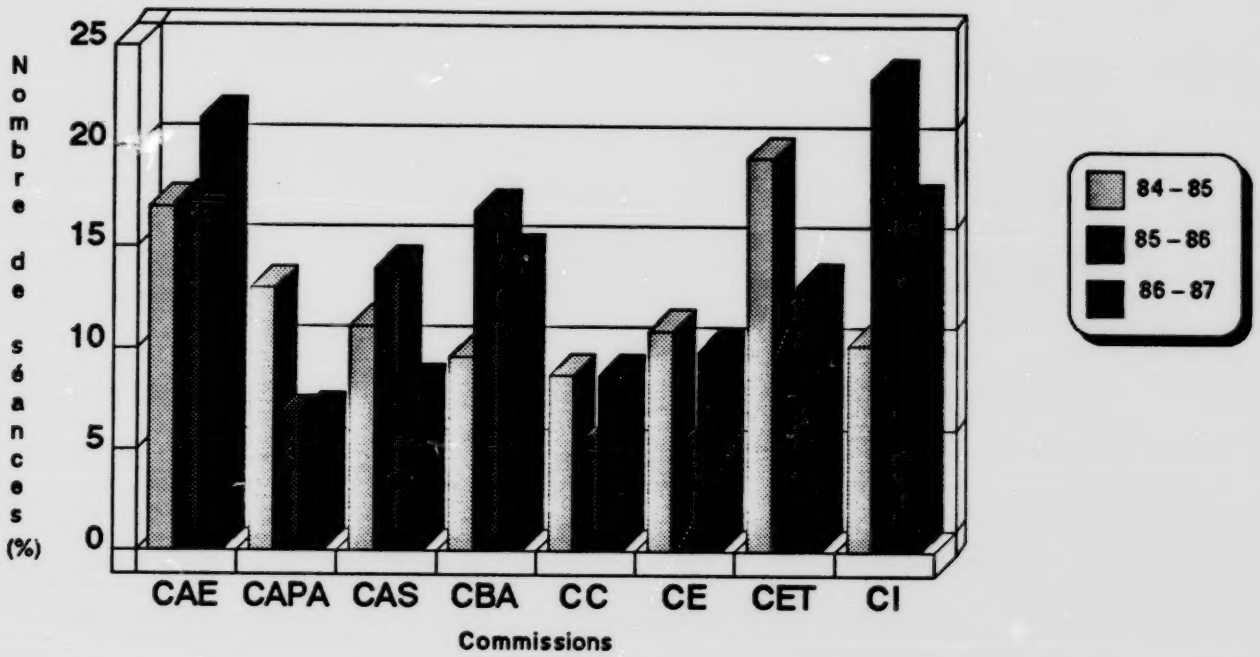
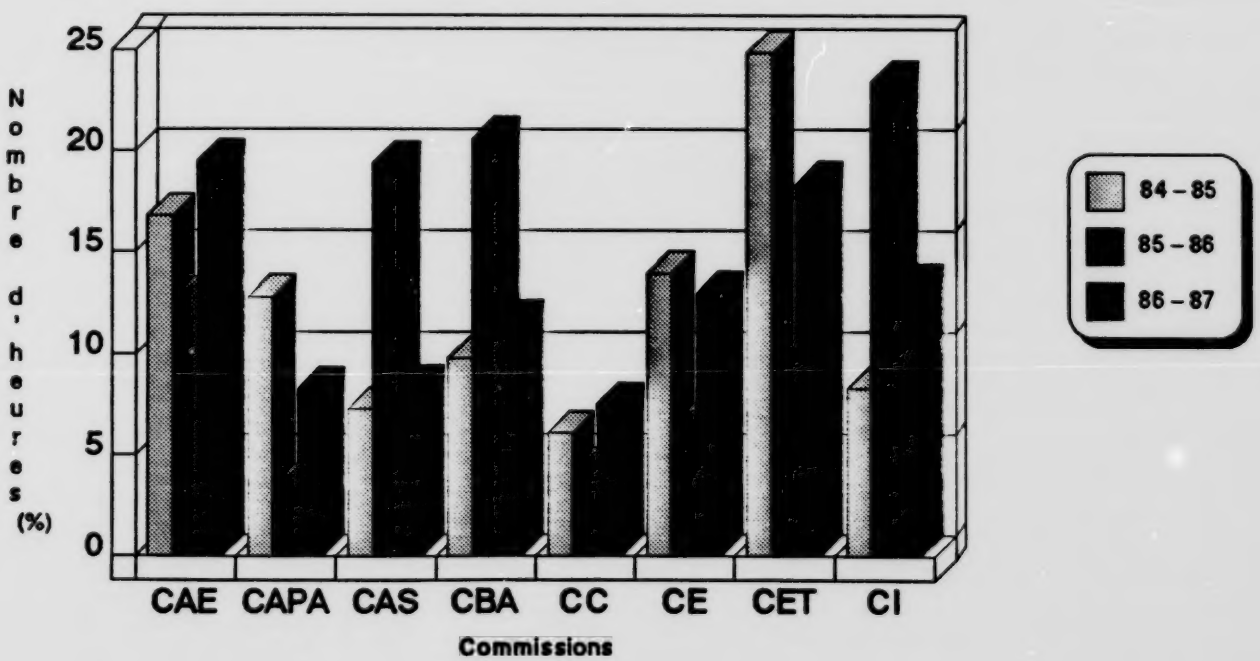


FIGURE 2 Répartition des heures de séances, par commission



La figure 1 permet de constater qu'en 1986-1987, l'écart entre la commission la plus occupée et la moins occupée, en nombre de séances, s'est amenuisé comparativement à l'année 1985-1986 et s'est rapproché de celui de l'année 1984-1985. Cette constatation se retrouve également dans la figure 2 qui montre pour l'année 1986-1987 une répartition plus équilibrée des heures de séances entre les commissions et donc un meilleur équilibre de la charge de travail. L'écart, qui s'établissait de 1 à 4 en 1984-1985 et de 1 à 7 en 1985-1986, est ramené de 1 à 2,5 en 1986-1987.

Séances en session et hors session

Dans ce document, nous distinguons une séance pendant la session d'une séance hors session; la première est tenue lorsque l'Assemblée siège et la deuxième, pendant les vacances sessionnelles ou une intersession.

TABLEAU 2 - Séances et heures en session et hors session, par commission

	Séances		Heures	
Commissions	Session	Hors session	Session	Hors session
CAE	76	15	191,25	66,30
CAPA	24	5	93,40	16,30
CAS	32	3	99,20	12,35
CBA	43	19	94,30	59,20
CC	30	7	87,90	11,25
CE	27	15	84,70	87,40
CET	41	15	163,50	80,15
CI	58	15	133,90	42,30
TOTAL	331	94	948,15	375,25

Même si la Loi sur l'Assemblée nationale permet aux commissions de siéger en tout temps de l'année, le tableau 2 nous révèle que près de 78 % des séances sont tenues lorsque l'Assemblée siège. Au cours de cette période, ce sont les activités reliées aux mandats provenant de l'Assemblée qui occupent la majeure partie des travaux en commission. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de décrire cette situation plus loin dans ce rapport.

Par ailleurs, les séances tenues pendant la session durent en moyenne 2 heures 52 minutes, comparativement à 3 heures 59 minutes pour celles qui se déroulent hors session. Si la durée moyenne des séances tenues lorsque l'Assemblée siège connaît une légère augmentation (4 minutes) par rapport à l'année précédente, on enregistre par ailleurs une hausse moyenne de une heure lorsque l'Assemblée ne siège pas.

FIGURE 3 Répartition des séances en session et hors session

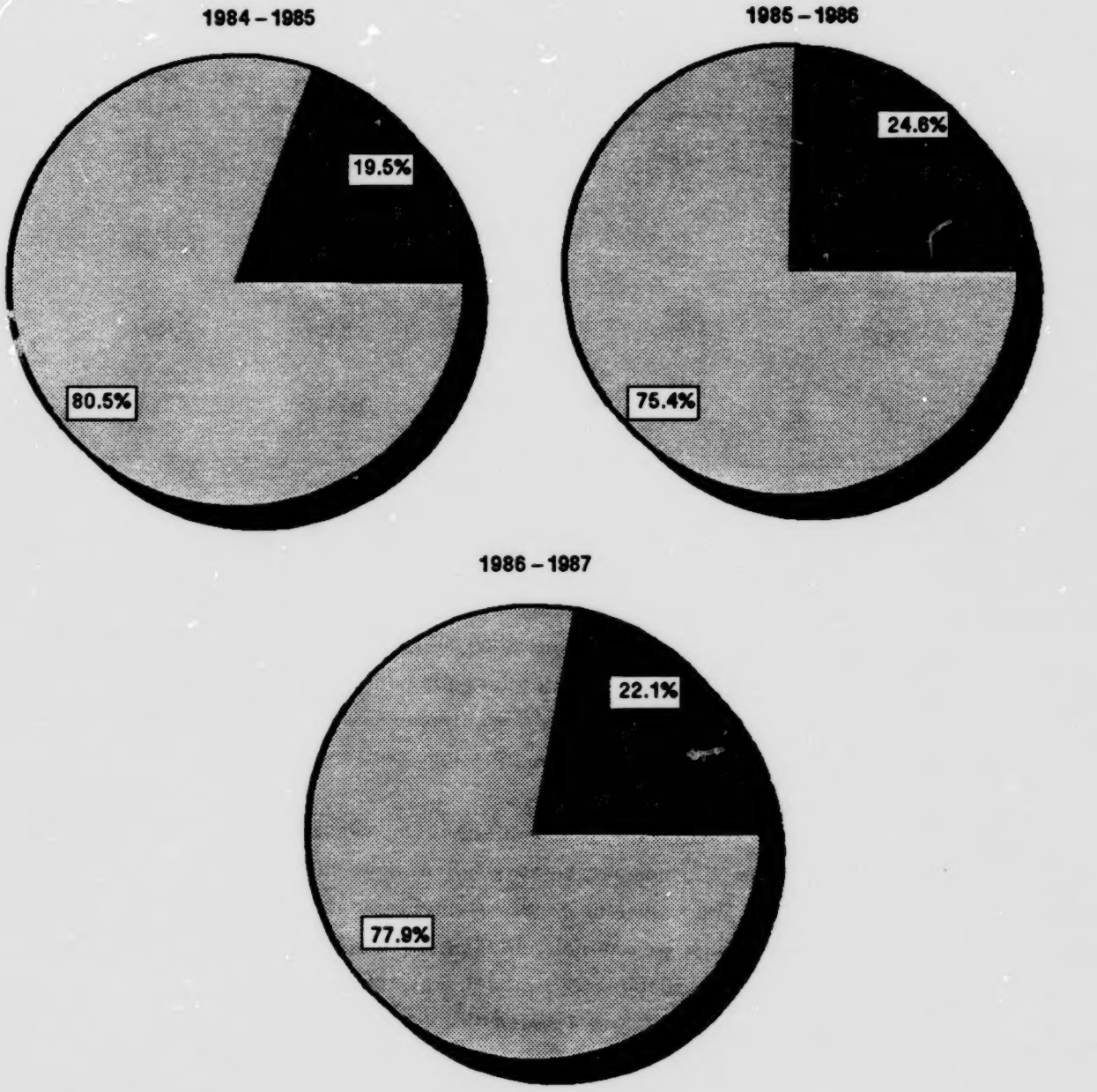
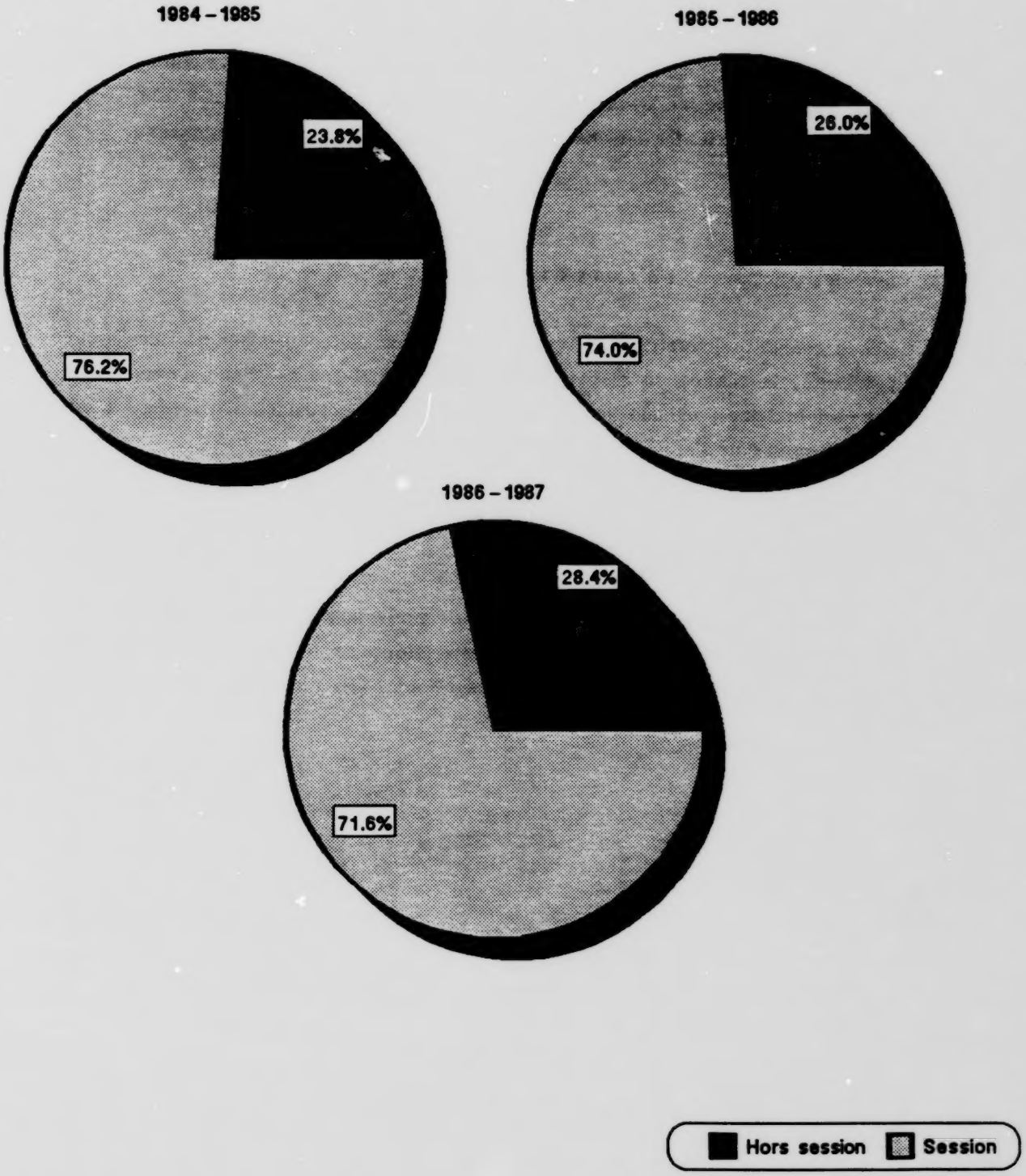


FIGURE 4 Répartition des heures de séances en session et hors session



La figure 4 illustre un accroissement constant de la part des activités (heures) qui se déroulent hors session, comparativement à celles qui se tiennent pendant la session. Toutefois, la part relative aux séances tenues hors session (figure 3) a diminué en pourcentage (%) en 1986-1987, pour se situer exactement à mi-chemin entre les deux années précédentes.

Séances publiques et séances de travail

Le Règlement prévoit trois types de séances de commission: la séance publique, la séance de travail et la séance à huis clos. Nous n'avons retenu que les deux premiers types, puisqu'aucune commission n'a siégé à huis clos au cours de l'année.

Les séances publiques sont toujours enregistrées au Journal des débats et tenues en présence du public.

Les séances de travail, surtout utilisées pour la planification et l'organisation des différents mandats d'une commission, se tiennent hors de la présence du public, et leurs délibérations ne sont pas enregistrées.

TABLEAU 3 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par commission

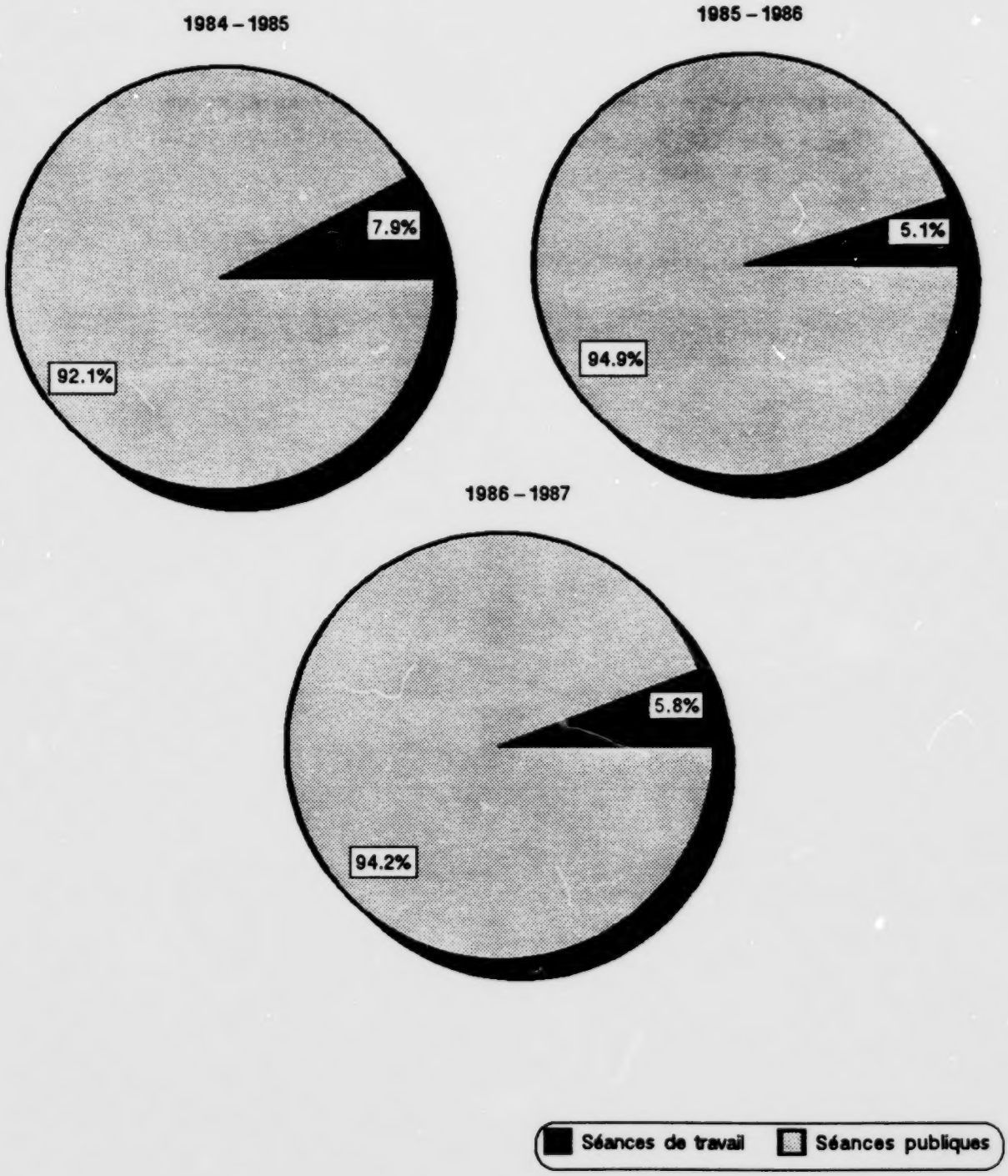
	Séances publiques		Séances de travail	
Commissions	Séances	Heures	Séances	Heures
CAE	88	256,15	3	1,40
CAPA	26	99,95	3	9,75
CAS	29	108,65	6	2,90
CBA	55	133,95	7	20,55
CC	28	89,85	9	9,30
CE	37	164,85	5	7,25
CET	48	232,35	8	11,30
CI	59	161,80	14	14,40
TOTAL	370	1246,55	55	76,85

Le tableau 3 traduit l'importance des séances publiques dans les travaux des commissions. Les figures 5 et 6 reflètent pour leur part la diminution constante des séances de travail au cours des deux dernières années. Cette diminution peut s'expliquer par l'existence de comités directeurs à qui les commissions délèguent une partie importante de l'organisation de leurs activités.

Une séance de travail dure en moyenne 1 heure 40 minutes tandis qu'une séance publique s'étend sur plus de 3 heures 30 minutes. L'objet même des séances de travail peut expliquer leur durée relativement courte.

FIGURE 5 Répartition des séances publiques et des séances de travail

FIGURE 6 Répartition des heures en séances publiques et en séances de travail



Présences et remplacements des membres lors des séances

Le tableau 4 révèle que le nombre de présences de députés aux 425 séances a été de 4 835, soit une moyenne de 11,4 membres par séance. Par ailleurs, on compte environ un remplacement par séance, ce qui signifie que 10,7 % des présences étaient composés de députés remplaçant un membre régulier de la commission.

TABLEAU 4 - Présences et remplacements des membres

Commissions	Membres présents	Remplaçants	%
CAE	1007	95	9,4
CAPA	372	15	4,0
CAS	376	58	15,4
CBA	714	53	7,4
CC	376	27	7,2
CEMD	512	29	5,7
CET	772	110	14,2
CI	706	131	18,5
TOTAL	4835	518	
	100,0 %	10,7 %	

2.0 LES MANDATS DES COMMISSIONS

Nous regroupons les activités des commissions en trois catégories distinctes qui correspondent aux dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale.

Premièrement, les mandats de l'Assemblée dont l'avis de convocation est donné à l'Assemblée par le leader du gouvernement; ils touchent la législation, les études des crédits budgétaires, les interpellations et toute autre matière d'intérêt public que l'Assemblée défère aux commissions pour étude.

Deuxièmement, les mandats prévus par le Règlement de l'Assemblée nationale ou par une loi: dans le Règlement, on retrouve notamment les mandats de vérification des engagements financiers, d'examen des organismes publics et d'étude de la politique budgétaire; les mandats prévus par une loi comprennent entre autres les études du décret de la construction et des prévisions budgétaires du Directeur général des élections.

Troisièmement, on retrouve les mandats d'initiative, c'est-à-dire ceux que se donnent les commissions ainsi que les séances portant sur la planification et l'organisation générale de leurs travaux.

Origine des mandats

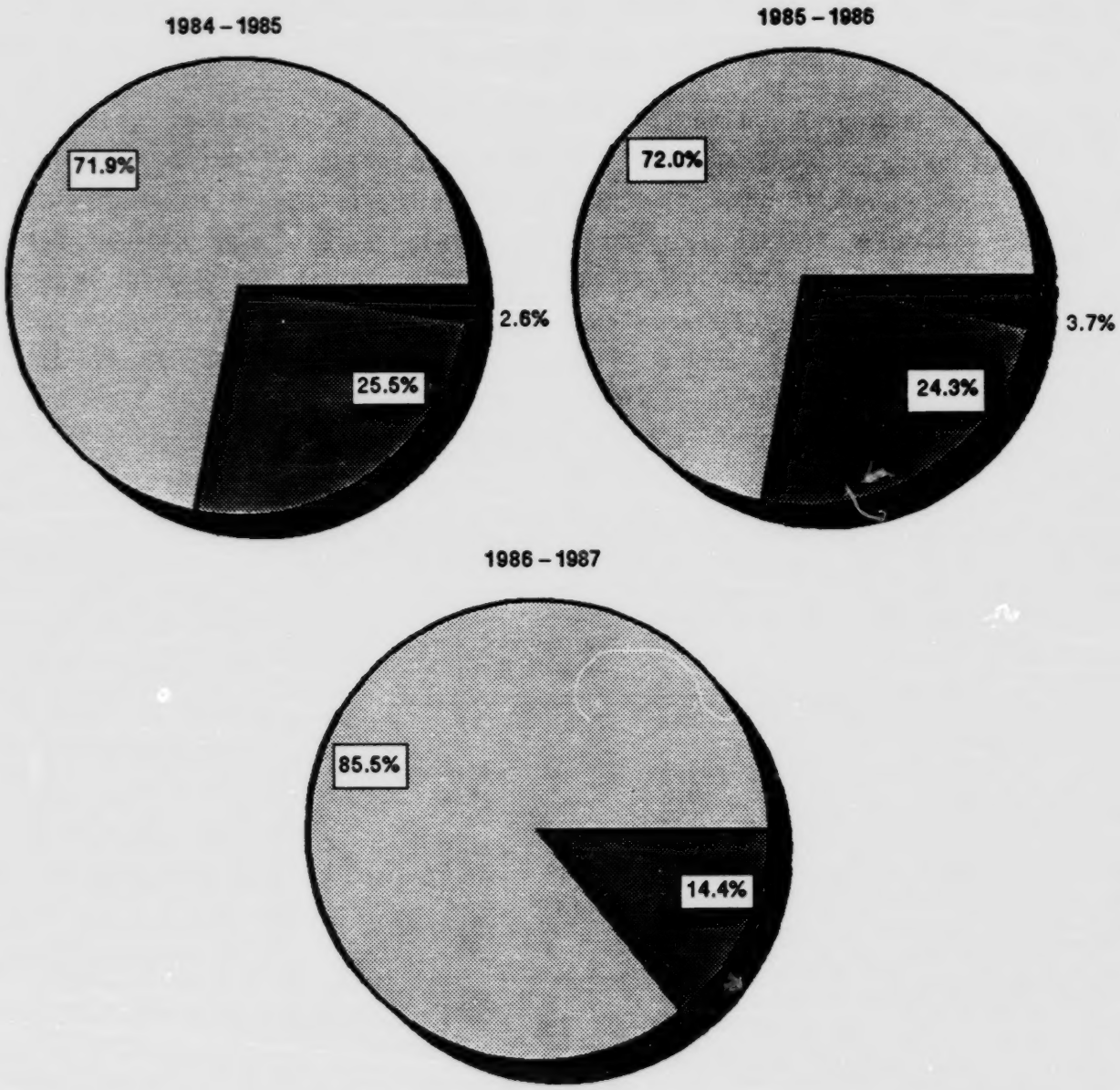
TABLEAU 5 - Origine des mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée	Mandats prévus par le Règlement ou par une loi	Mandats d'initiative *	TOTAL
CAE	51	4	-	55
CAPA	8	5	-	13
CAS	14	2	-	16
CBA	30	6	-	36
CC	12	1	-	13
CE	15	2	-	17
CET	17	3	-	20
CI	25	6	-	31
TOTAL	172	29	-	201

* Ne comprend que les mandats adoptés en vertu de l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale.

Le tableau 5 démontre que les mandats exécutés selon un ordre de l'Assemblée représentent 85 % des mandats des commissions comparativement à 72 % en 1985-1986. Le tableau 5 et la figure 7 permettent de constater qu'aucune commission parlementaire n'a procédé, en 1986-1987, à l'étude d'une question choisie en vertu de son pouvoir d'initiative, conformément à l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale.

FIGURE 7 Répartition des mandats selon leur origine



Nombre et heures des séances selon l'origine des mandats

Les tableaux 6 et 7 mettent en évidence la place qu'occupent les mandats en provenance de l'Assemblée dans la charge de travail des commissions. Notons qu'à la catégorie des mandats d'initiative apparaissent le nombre et la durée des séances consacrées uniquement à l'organisation générale des travaux des commissions, puisque nous avons signalé précédemment qu'aucune activité n'a été tenue dans le cadre des mandats d'initiative. En moyenne, chaque mandat de l'Assemblée a duré 6 heures 33 minutes (7 heures 20 minutes en 1985-1986), et les mandats prévus au Règlement ou par une loi ont nécessité 5 heures 45 minutes (2 heures 20 minutes en 1985-1986).

TABLEAU 6 - Séances selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
		%		%		%		%
CAE	82	24,7	8	11,4	1	4,3	91	21,4
CAPA	22	6,6	6	8,6	1	4,3	29	6,8
CAS	23	6,9	8	11,4	4	17,4	35	8,2
CBA	44	13,3	17	24,3	1	4,3	62	14,6
CC	26	7,8	5	7,2	6	26,2	37	8,7
CE	38	11,4	3	4,3	1	4,3	42	9,9
CET	43	13,0	8	11,4	5	21,8	56	13,2
CI	54	16,3	15	21,4	4	17,4	73	17,2
TOTAL	332	100,0	70	100,0	23	100,0	425	100,0

TABLEAU 7 - Heures de séances selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
		%		%		%		%
CAE	233,55	20,7	23,40	14,0	0,60	2,0	257,55	19,5
CAPA	86,60	7,7	15,80	9,4	7,30	24,7	109,70	8,3
CAS	89,85	8,0	19,50	11,7	2,20	7,4	111,55	8,4
CBA	106,95	9,5	46,00	27,5	0,55	1,9	153,50	11,6
CC	82,75	7,4	9,05	5,4	7,35	24,8	99,15	7,5
CE	159,20	14,1	11,90	7,1	1,00	3,4	172,10	13,0
CET	225,45	20,0	12,65	7,6	5,55	18,7	243,65	18,4
CI	142,25	12,6	28,90	17,3	5,05	17,1	176,20	13,3
TOTAL	1126,60	100,0	167,20	100,0	29,60	100,0	1323,40	100,0

Moment de l'exécution des mandats

Comme nous l'avons remarqué au tableau 2, la majorité des mandats s'exécutent pendant la session. On croit que la forte concentration de la législation en période de session oblige les commissions à reporter les autres travaux hors session. Cependant, le tableau 8 indique qu'en 1986-1987, les mandats de l'Assemblée comptent à eux seuls pour 60 % des séances et 71 % des heures de séances des commissions lorsque l'Assemblée ne siège pas.

TABLEAU 8 - Séances en session et hors session selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	70	12	5	3	1	-	91
CAPA	21	1	2	4	1	-	29
CAS	23	-	5	3	4	-	35
CBA	39	5	3	14	1	-	62
CC	26	-	2	3	2	4	37
CE	23	15	3	-	1	-	42
CET	31	12	6	2	4	1	56
CI	45	9	10	5	1	3	73
TOTAL	278	54	38	32	15	8	425

TABLEAU 9 - Heures de séances en session et hors session selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	181,80	51,75	8,85	14,55	0,60	-	257,55
CAPA	81,15	5,45	4,95	10,85	7,30	-	109,70
CAS	89,85	-	7,15	12,35	2,20	-	111,55
CBA	87,95	19,00	5,80	40,20	0,55	-	153,50
CC	82,75	-	4,25	4,80	0,90	6,45	99,15
CE	71,80	87,40	11,90	-	1,00	-	172,10
CET	150,85	74,60	8,50	4,15	4,15	1,40	243,65
CI	113,00	29,25	19,90	9,00	1,00	4,05	176,20
TOTAL	859,15	267,45	71,30	95,90	17,70	11,90	1323,40

Types de séances selon l'origine des mandats

En 1986-1987, le tableau 10 démontre que le nombre de séances de travail lié à des mandats prévus par le Règlement ou par une loi se situe au même niveau que celui de la catégorie des mandats d'initiative. En 1985-1986, la plupart des séances de travail, soit 70 %, s'inscrivaient dans le cadre des mandats d'initiative.

Quant aux mandats de l'Assemblée, ils sont surtout effectués en séances publiques, dans une proportion de 97 % (tableau 10). Nous remarquons une proportion encore plus élevée pour les heures des séances (tableau 11).

TABLEAU 10 - Séances publiques et séances de travail selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
CAE	81	1	7	1	-	1	88	3
CAPA	22	-	4	2	-	1	26	3
CAS	23	-	6	2	-	4	29	6
CBA	44	-	11	6	-	1	55	7
CC	24	2	4	1	-	6	28	9
CE	34	4	3	-	-	1	37	5
CET	41	2	7	1	-	5	48	8
CI	53	1	6	9	-	4	59	14
TOTAL	322	10	48	22	-	23	370	55

TABLEAU 11 - Heures de séances publiques et de séances de travail selon les mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats prévus par le Règlement ou par une loi		Mandats d'initiative		TOTAL	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
CAE	232,80	0,75	23,35	0,05	-	0,60	256,20	1,35
CAPA	86,60	-	13,35	2,45	-	7,30	99,95	9,75
CAS	89,85	-	18,80	0,70	-	2,20	108,65	2,90
CBA	106,95	-	26,00	20,00	-	0,55	133,95	20,55
CC	81,00	1,75	8,85	0,20	-	7,35	89,85	9,30
CE	152,95	6,25	11,90	-	-	1,00	164,85	7,25
CET	221,60	3,85	10,75	1,90	-	5,55	232,35	11,30
CI	141,90	0,35	19,90	9,00	-	5,05	161,80	14,40
TOTAL	1 113,65	12,95	132,90	34,30	-	29,60	1 246,55	76,85

3.0 LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

3.1 COMPILATION GÉNÉRALE

Pour les besoins statistiques du présent rapport, nous avons dénombré onze activités des commissions, regroupées sous trois catégories de mandats:

Mandats de l'Assemblée

. Projets de loi publics
. Projets de loi d'intérêt privé
. Crédits budgétaires
. Interpellations
. Autres mandats de l'Assemblée

Mandats prévus par le Règlement ou par une loi

. Législation déléguée
. Surveillance des organismes publics
. Engagements financiers
. Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

Mandats d'initiative

. Études
. Organisation générale

Séances et heures pour chaque activité

Le tableau 12 permet de constater que 67 % du nombre total des séances sont consacrés à l'étude des projets de loi publics, des crédits budgétaires et des autres mandats de l'Assemblée. Cette proportion s'élève toutefois à 80 % si on considère le nombre d'heures consacrées à ces trois activités (tableau 13).

TABLEAU 12 - Séances par activité

Activités	Séances	%
Projets de loi publics	196	46,1
Projets de loi d'intérêt privé	37	8,7
Crédits budgétaires	40	9,4
Interpellations	11	2,6
Autres mandats de l'Assemblée	48	11,3
Législation déléguée	1	0,2
Surveillance d'organismes	23	5,4
Engagements financiers	41	9,7
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	5	1,2
Études (mandats d'initiative)	-	-
Organisation générale	23	5,4
TOTAL	425	100,0

TABLEAU 13 - Heures de séances par activité

Activités	Heures	%
Projets de loi publics	644,45	48,7
Projets de loi d'intérêt privé	37,70	2,9
Crédits budgétaires	186,75	14,1
Interpellations	22,35	1,7
Autres mandats de l'Assemblée	235,35	17,8
Législation déléguée	1,90	0,1
Surveillance des organismes publics	63,40	4,8
Engagements financiers	92,25	7,0
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	9,65	0,7
Études (mandats d'initiative)	-	-
Organisation générale	29,60	2,2
TOTAL	1 323,40	100,0

Nous remarquons (tableau 14) que les commissions qui ont tenu le plus grand nombre de séances, soit la CAE, la CBA et la CI, ont été particulièrement actives lors de l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, ce qui reflète exactement la situation de l'année précédente (1985-1986).

TABLEAU 14 - Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	MANDATS DE L'ASSEMBLÉE					MANDATS PRÉVUS AU RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI				MANDATS D'INITIATIVE		TOTAL
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellation	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Autres	Études	Organisation générale	
	PLP	PLIP										
CAE	51	18	7	-	6	-	1	7	-	-	1	91
CAPA	19	-	3	-	-	-	2	4	-	-	1	29
CAS	10	1	6	6	-	-	4	4	-	-	4	35
CBA	23	11	5	3	2	-	7	8	2	-	1	62
CC	12	-	4	2	8	-	1	3	1	-	6	37
CE	17	-	4	-	17	-	1	2	-	-	1	42
CET	27	1	6	-	9	1	-	7	-	-	5	56
CI	37	6	5	-	6	-	7	6	2	-	4	73
TOTAL:	196	37	40	11	48	1	23	41	5	-	23	425
CAE	26,0%	48,7%	17,5%	-	12,5%	-	4,3%	17,1%	-	-	4,3%	21,4%
CAPA	9,7%	-	7,5%	-	-	-	8,7%	9,8%	-	-	4,3%	6,8%
CAS	5,1%	2,7%	15,0%	54,6%	-	-	17,4%	9,8%	-	-	17,4%	8,2%
CBA	11,7%	29,7%	12,5%	27,3%	4,2%	-	30,5%	19,5%	40,0%	-	4,3%	14,6%
CC	6,1%	-	10,0%	18,1%	16,7%	-	4,3%	7,3%	20,0%	-	26,2%	8,7%
CE	8,7%	-	10,0%	-	35,4%	-	4,3%	4,8%	-	-	4,3%	9,9%
CET	13,8%	2,7%	15,0%	-	18,7%	100%	-	17,1%	-	-	21,8%	13,2%
CI	18,9%	16,2%	12,5%	-	12,5%	-	30,5%	14,6%	40,0%	-	17,4%	17,2%
TOTAL:	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

TABLEAU 15 - Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission

	MANDATS DE L'ASSEMBLÉE					MANDATS PRÉVUS AU RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI				MANDATS D'INITIATIVE		
Commissions	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellation	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Autres	Études	Organisation générale	TOTAL
	PLP	PLIP										
CAE	148,10	22,85	36,60	-	26,00	-	0,05	23,35	-	-	0,60	257,55
CAPA	75,60	-	11,00	-	-	-	2,45	13,35	-	-	7,30	109,70
CAS	48,30	1,15	28,20	12,20	-	-	12,65	6,85	-	-	2,20	111,55
CBA	62,00	7,65	21,55	6,15	9,60	-	27,05	14,15	4,80	-	0,55	153,50
CC	28,00	-	16,40	4,00	34,35	-	4,05	3,20	1,80	-	7,35	99,15
CE	46,75	-	21,30	-	91,15	-	4,65	7,25	-	-	1,00	172,10
CET	129,70	1,65	32,70	-	61,40	1,90	-	10,75	-	-	5,55	243,65
CI	106,00	4,40	19,00	-	12,85	-	12,50	13,35	3,05	-	5,05	176,20
TOTAL: (heures)	644,45	37,70	186,75	22,35	235,35	1,90	63,40	92,25	9,65	-	29,60	1323,40
CAE	23,0%	60,6%	19,6%	-	11,0%	-	0,1%	25,3%	-	-	2,0%	19,5%
CAPA	11,7%	-	5,9%	-	-	-	3,9%	14,5%	-	-	24,7%	8,3%
CAS	7,5%	3,0%	15,1%	54,6%	-	-	19,9%	7,4%	-	-	7,4%	8,4%
CBA	9,6%	20,3%	11,5%	27,5%	4,1%	-	42,7%	15,3%	49,7%	-	1,9%	11,6%
CC	4,4%	-	8,8%	17,9%	14,6%	-	6,4%	3,5%	18,7%	-	24,8%	7,5%
CEMO	7,3%	-	11,4%	-	38,7%	-	7,3%	7,9%	-	-	3,4	13,0%
CET	20,1%	4,4%	17,5%	-	26,1%	100%	-	11,6%	-	-	18,7%	18,4%
CI	16,4%	11,7%	10,2%	-	5,5%	-	19,7%	14,5%	31,6%	-	17,1%	13,3%
TOTAL:	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les figures 8 et 9 montrent que les commissions consacrent à chaque année en pourcentage plus de séances et de temps aux activités rattachées à des mandats de l'Assemblée. En 1986-1987, l'étude détaillée des projets de loi publics continue d'accaparer une large part du travail des commissions; les autres mandats de l'Assemblée constituent l'activité qui a connu la croissance la plus considérable, passant de 4,8 % à 17,8 %; la surveillance d'organismes et la vérification des engagements financiers ont également augmenté leur part d'activité. En contrepartie, l'étude des crédits budgétaires, les autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi et l'organisation générale ont vu leur part diminuer en heures et en séances; la part des mandats d'initiative s'amenuise au cours des trois années et disparaît même complètement en 1986-1987.

FIGURE 8 Répartition des séances selon les activités

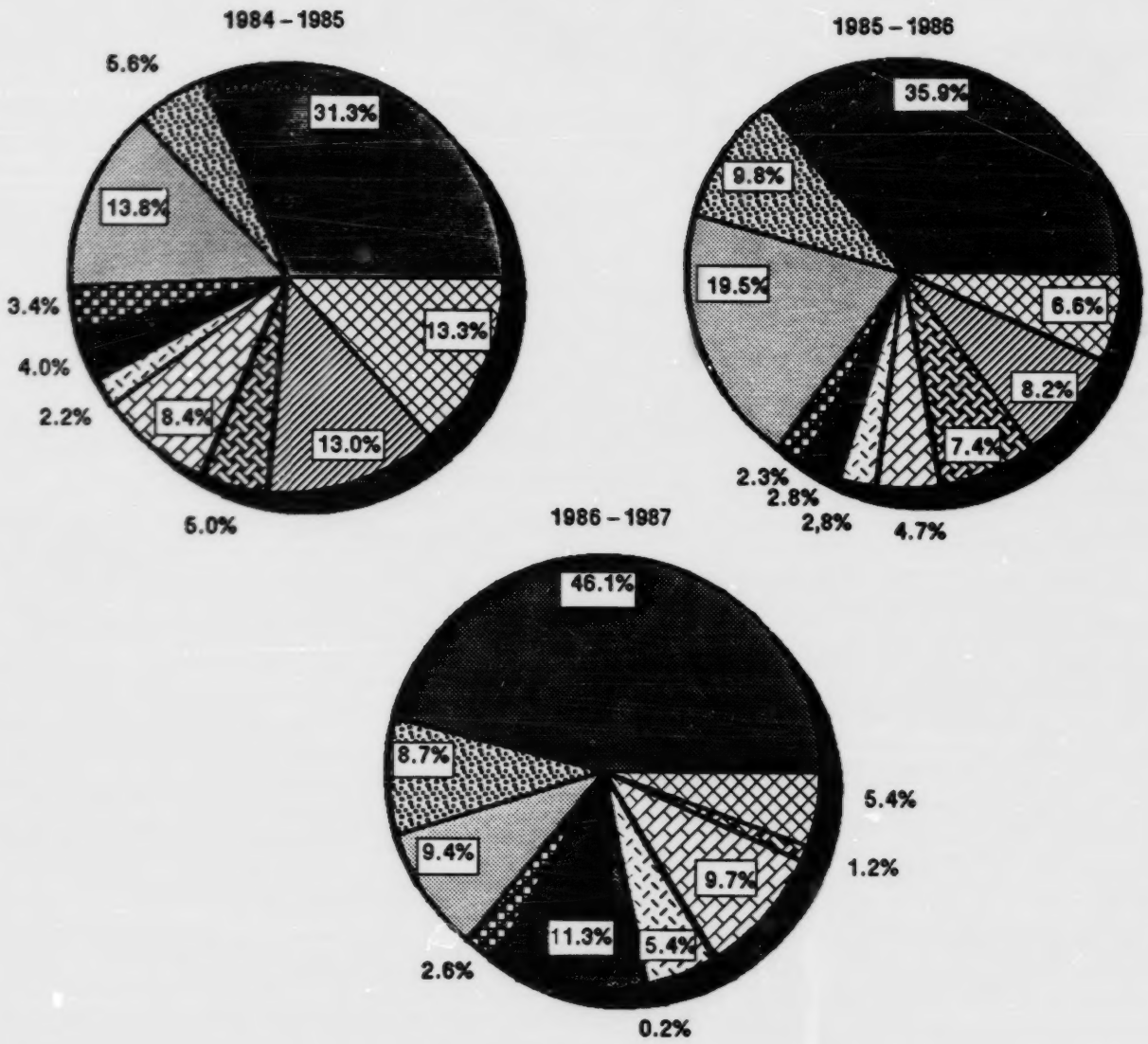
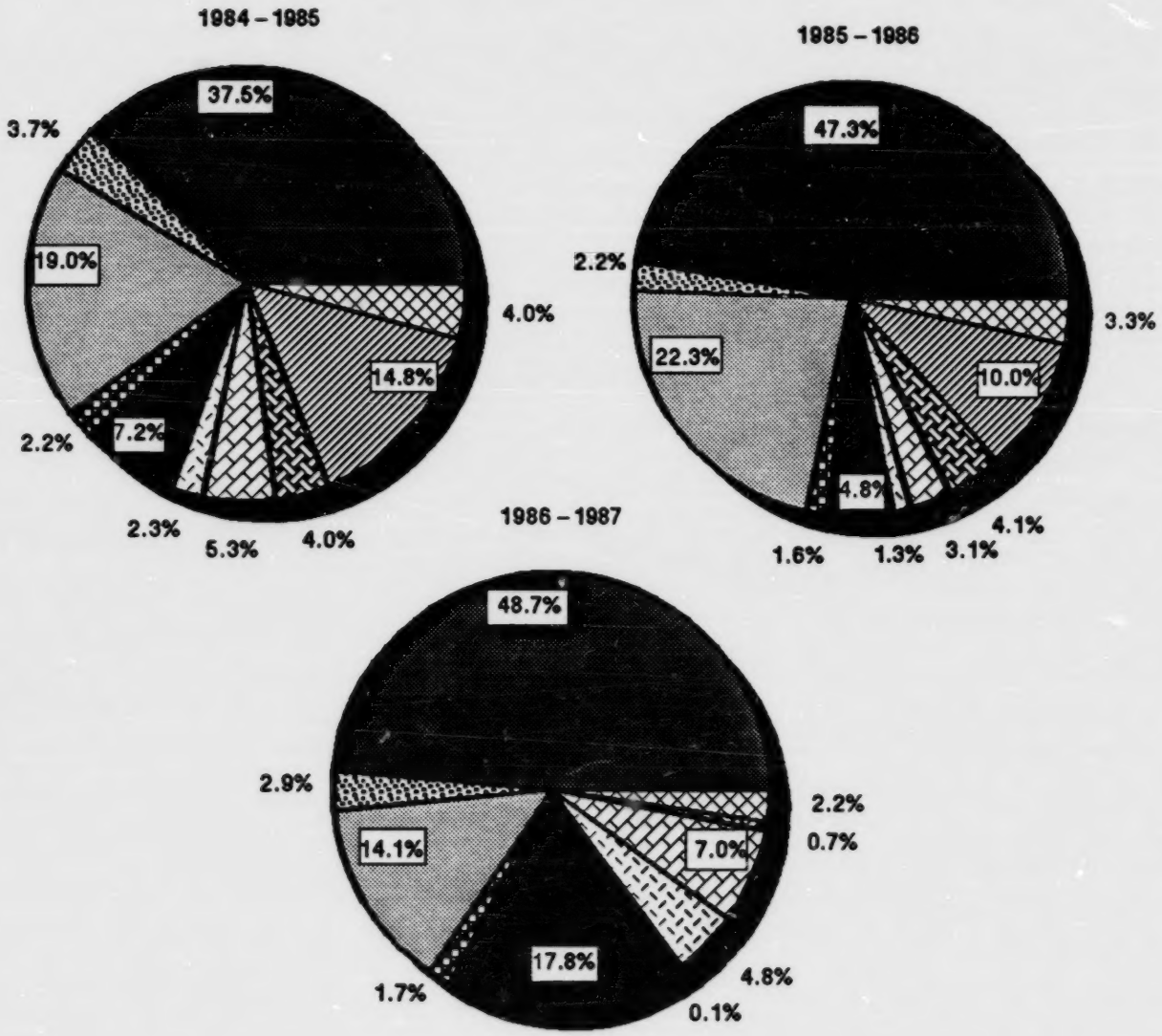


FIGURE 9 Répartition des heures de séances selon les activités



Activités en période de session et hors session

Le tableau 16 démontre que trois séances de commission sur quatre se tiennent pendant la session, ce qui correspond à la situation observée dans le rapport statistique précédent.

Si nous comparons avec l'année 1985-1986, nous remarquons que le nombre et la durée des séances consacrées aux activités intitulées "Surveillance des organismes publics", "Engagements financiers", "Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi" et "Organisation générale" se concentrent maintenant de plus en plus pendant la période où l'Assemblée siège.

TABLEAU 16 - Séances en session et hors session, en nombre et en heures, par activité

Activités	Séances		Heures	
	Session	Hors session	Session	Hors session
Projets de loi publics	178	18	564,65	79,80
Projets de loi d'intérêt privé	37	-	37,70	-
Crédits budgétaires	40	-	186,75	-
Interpellations	11	-	22,35	-
Autres mandats de l'Assemblée	12	36	47,70	187,65
Législation déléguée	-	1	-	1,90
Surveillance des organismes publics	9	14	14,90	48,50
Engagements financiers	27	14	53,35	38,90
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	2	3	3,05	6,60
Études (mandats d'initiative)	-	-	-	-
Organisation générale	15	8	17,70	11,90
TOTAL	331	94	948,15	375,25

Types de séances selon les activités

Environ 85 % des séances des commissions sont publiques (tableau 17), soit la proportion observée lors de l'année dernière. En raison de leur nature ou en vertu du Règlement, certaines activités ont été entièrement publiques et n'ont nécessité aucune séance de travail; c'est le cas notamment des mandats confiés par l'Assemblée tels que les interpellations, les crédits budgétaires et les études de projets de loi d'intérêt privé. Dans le cas des études des projets de loi publics et des autres mandats de l'Assemblée, la part des séances de travail demeure marginale; d'autres, comme l'organisation des travaux d'une commission, s'effectuent uniquement en séance de travail.

TABLEAU 17 - Séances publiques et séances de travail, en nombre et en heures, par activité

Activités	Séances		Heures	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
Projets de loi publics	195	1	643,10	1,35
Projets de loi d'intérêt privé	37	-	37,70	-
Crédits budgétaires	40	-	186,75	-
Interpellations	11	-	22,35	-
Autres mandats de l'Assemblée	39	9	223,75	11,60
Législation déléguée	-	1	-	1,90
Surveillance des organismes publics	6	17	33,65	27,75
Engagements financiers	38	3	90,30	1,95
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	4	1	8,95	0,70
Études (mandats d'initiative)	-	-	-	-
Organisation générale	-	23	-	29,70
TOTAL	370	55	1 246,55	76,85

3.2 COMPILATION PAR ACTIVITÉ

Nous analyserons maintenant chacune des onze activités des commissions et nous verrons, au sein des huit commissions, la proportion qu'a prise chaque activité au cours des trois dernières années.

Législation - Étude des projets de loi

L'activité la plus importante des commissions, autant par le nombre de séances que par les heures qui lui sont consacrées, touche le volet de la législation (tableau 12). En effet, l'étude détaillée des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé a occupé plus de 55 % du total des séances (46 % en 1985-1986) et 51,6 % des heures des commissions (49,5 % en 1985-1986).

En 1986-1987, plus de 83 % des 171 projets de loi étudiés à l'Assemblée (tableau 18) l'ont été en commission. Des 143 projets de loi envoyés en commission, 131 ont été adoptés (tableau 19); les 12 autres n'ont pas été adoptés par suite de leur rappel à l'Assemblée ou parce que leur étude n'était pas terminée au 31 mars 1987.

TABLEAU 18 - Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée

Traitement	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé	TOTAL
Étudié en commission	107	36	143
Étudié en commission plénière	28	-	28
Retiré	1	-	1
Encore à l'étude le 1er avril 1987	25	14	39
INSCRITS AU FEUILLETON TOTAL	161	50	211

TABLEAU 19 - Étude détaillée des projets de loi, par commission

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	Étudiés	Adoptés	Étudiés	Adoptés
CAE	32	31	17	15
CAPA	7	7	-	-
CAS	6	5	1	1
CBA	14	14	11	11
CC	8	8	-	-
CE	12	11	-	-
CET	12	9	1	1
CI	16	15	6	3
TOTAL	107	100	36	31

Une lecture en parallèle des tableaux 19 et 23 démontre que le nombre des projets de loi n'est pas nécessairement proportionnel au temps consacré à leur étude. Ainsi, pour un nombre moindre de projets de loi, la CET a siégé pendant plus d'heures que la CI, et l'on observe la même situation entre la CAS et la CE.

La figure 10 nous permet de constater qu'au cours des trois dernières années, trois commissions, la CAE, la CET et la CI, se sont partagées 56 % des mandats d'étude détaillée des projets de loi publics. Ce phénomène peut s'expliquer en partie par le champ de compétence (ministères et responsabilités) de ces trois commissions; la CAE, la CI et la CET regroupent en effet plus de 55 % de la totalité des compétences des commissions.

FIGURE 10 Répartition des projets de loi publics, par commission

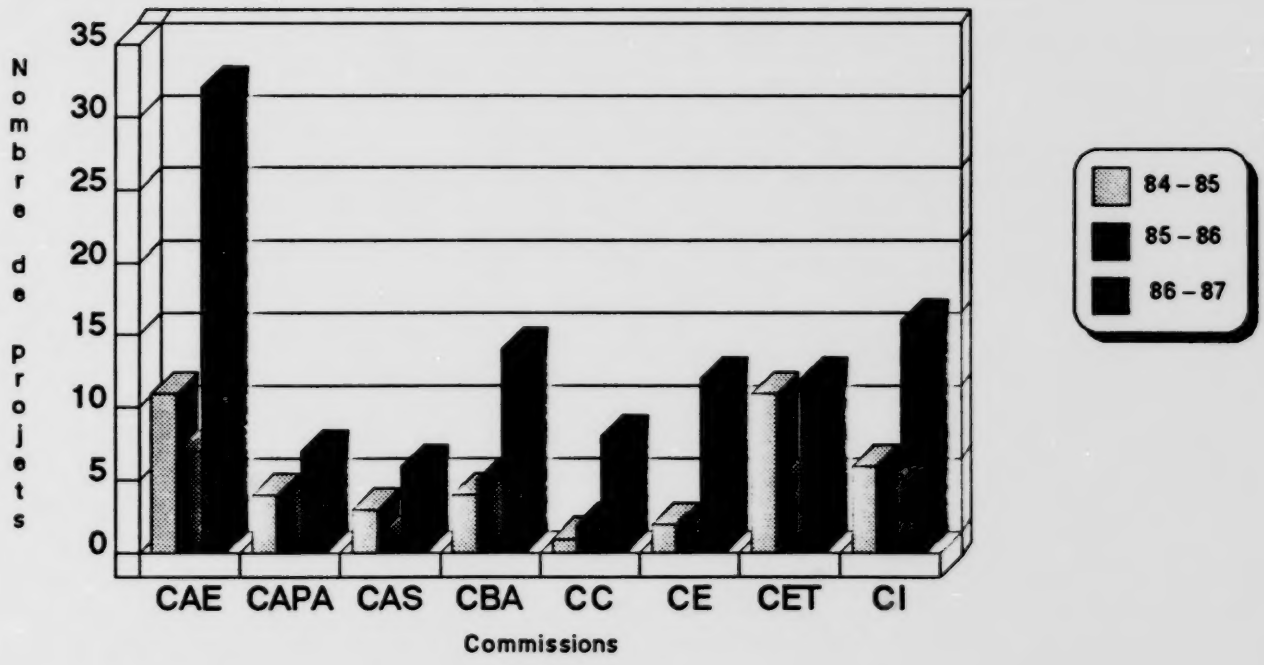
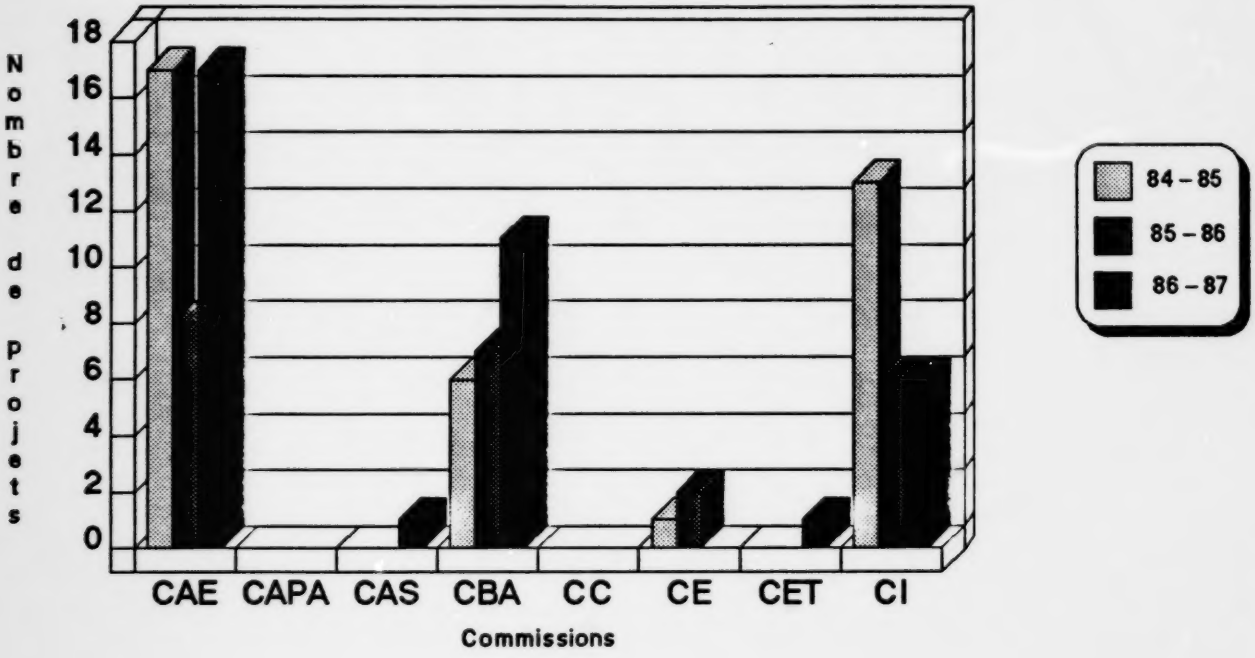


FIGURE 11 Répartition des projets de loi d'intérêt privé, par commission



Quant aux projets de loi d'intérêt privé, ils sont étudiés principalement par trois commissions, soit la CAE, la CI et la CBA. En 1986-1987 (figure 11), ces commissions se sont partagées plus de 95 % des mandats, accentuant ainsi la part qu'elles avaient l'année précédente (90 %).

Si l'on examine plus en détail le traitement des projets de loi en commission (tableau 20), on constate que, des 3 210 articles adoptés à l'intérieur des 107 projets de loi publics étudiés, 27 % ont subi des amendements. En 1985-1986, le pourcentage de modifications se situait à 40 %. En 1984-1985, le pourcentage d'articles amendés était de 20,7 %. Cette variation est difficilement explicable à partir des statistiques uniquement.

TABLEAU 20 - Traitement des projets de loi en commission

	Articles		Amendements proposés		Amendements adoptés	
Projets de loi publics	3210	100,0 %	868	27,0 %	752	23,4 %
Projets de loi d'intérêt privé	150	100,0 %	63	42,0 %	56	37,3 %
TOTAL	3360		931		808	
%	100,0 %		27,7 %		24,1 %	

Par ailleurs, 42 % des articles des projets de loi d'intérêt privé ont été amendés, comparativement à 22 % en 1985-1986 et à 51 % en 1984-1985.

Quant aux 107 projets de loi publics soumis à l'étude des commissions, 9 ont nécessité des consultations particulières au cours desquelles des organismes et des personnes ont été appelés à faire connaître leur point de vue en auditions publiques. Ces consultations (tableau 21) ont totalisé 12 % des séances et plus de 18 % des heures (tableau 22) allouées à l'étude détaillée des projets de loi publics en commission.

TABLEAU 21 - Séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission

Commissions	Projets de loi publics		
	Étude détaillée	Consultation générale	Consultation particulière
CAE	47	3	1
CAPA	18	-	1
CAS	10	-	-
CBA	23	-	-
CC	12	-	-
CE	16	-	1
CET	17	-	10
CI	29	8	-
TOTAL	172	11	13

De telles statistiques ne peuvent être appliquées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, puisque cette dernière comporte un mode de fonctionnement particulier où la consultation des intéressés (proposeur et intervenants) s'effectue toujours simultanément à l'étude détaillée.

TABLEAU 22 - Heures de séances consacrées aux projets de loi publics selon le mode de l'étude, par commission

Commissions	Projets de loi publics		
	Étude détaillée	Consultation générale	Consultation particulière
CAE	132,55	12,55	3,00
CAPA	67,95	-	7,65
CAS	48,30	-	-
CBA	62,00	-	-
CC	28,00	-	-
CE	45,45	-	1,30
CET	82,30	-	47,40
CI	62,20	43,80	-
TOTAL	526,75	56,35	61,35

TABLEAU 23 - Séances consacrées à l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	Séances	Heures	Séances	Heures
CAE	51	148,10	18	22,85
CAPA	19	75,60	-	-
CAS	10	48,30	1	1,15
CBA	23	62,00	11	7,65
CC	12	28,00	-	-
CE	17	46,75	-	-
CET	27	129,70	1	1,65
CI	37	106,00	6	4,40
TOTAL	196	644,45	37	37,70

Les figures 12 et 13 reflètent, pour l'année 1986-1987, un meilleur équilibre de la charge de travail entre les commissions comparativement aux années antérieures. Cette situation se traduit également sur l'ensemble des activités des commissions, comme nous l'avons noté dans notre analyse des figures 1 et 2. Dans notre rapport précédent, nous avions indiqué que la prépondérance de certaines commissions s'expliquait par l'ampleur de l'étude d'un projet de loi spécifique. En 1986-1987, nous devons conclure que c'est surtout le nombre de projets de loi publics étudiés par une commission qui détermine l'ordre des commissions les plus actives, soit la CAE, la CET et la CI.

FIGURE 12 Répartition des séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission

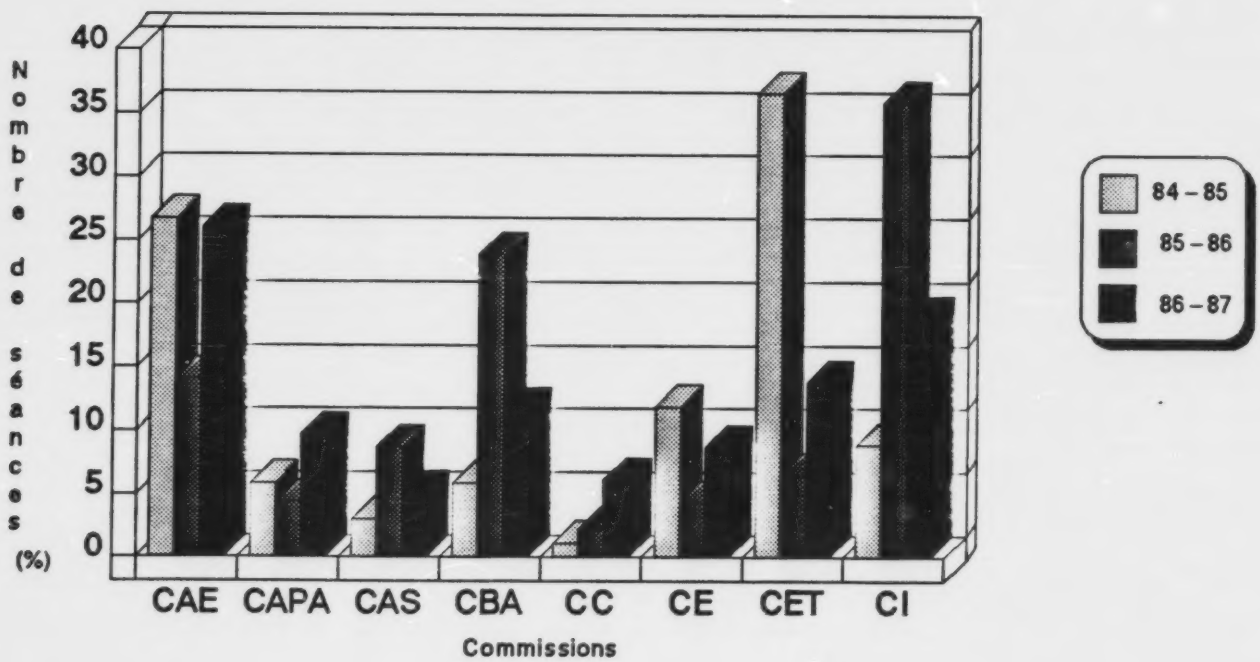
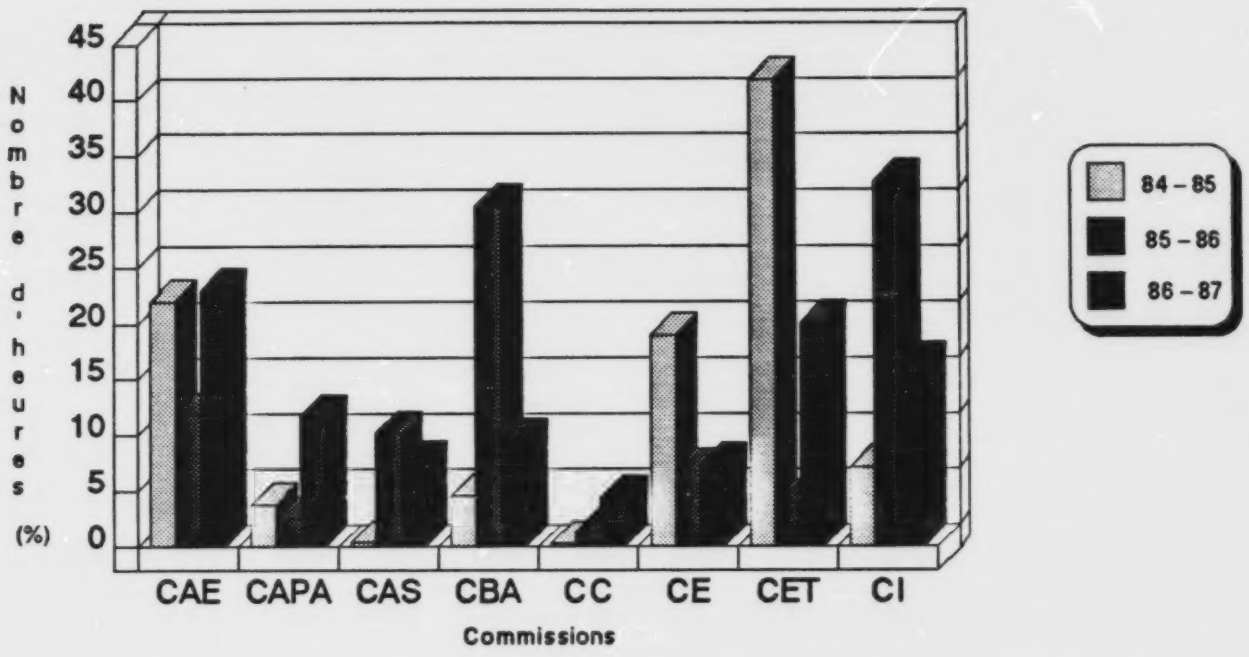


FIGURE 13 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi publics, par commission



Par ailleurs, l'analyse des figures 14 et 15 révèle la prépondérance marquée de la CAE dans l'étude des projets de loi d'intérêt privé et confirme que trois commissions continuent de s'en partager l'étude. Cette situation découle directement du champ de compétence de chacune d'elles: les affaires municipales (CAE), l'administration de la justice (CI) et les institutions financières (CBA).

FIGURE 14 Répartition des séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission

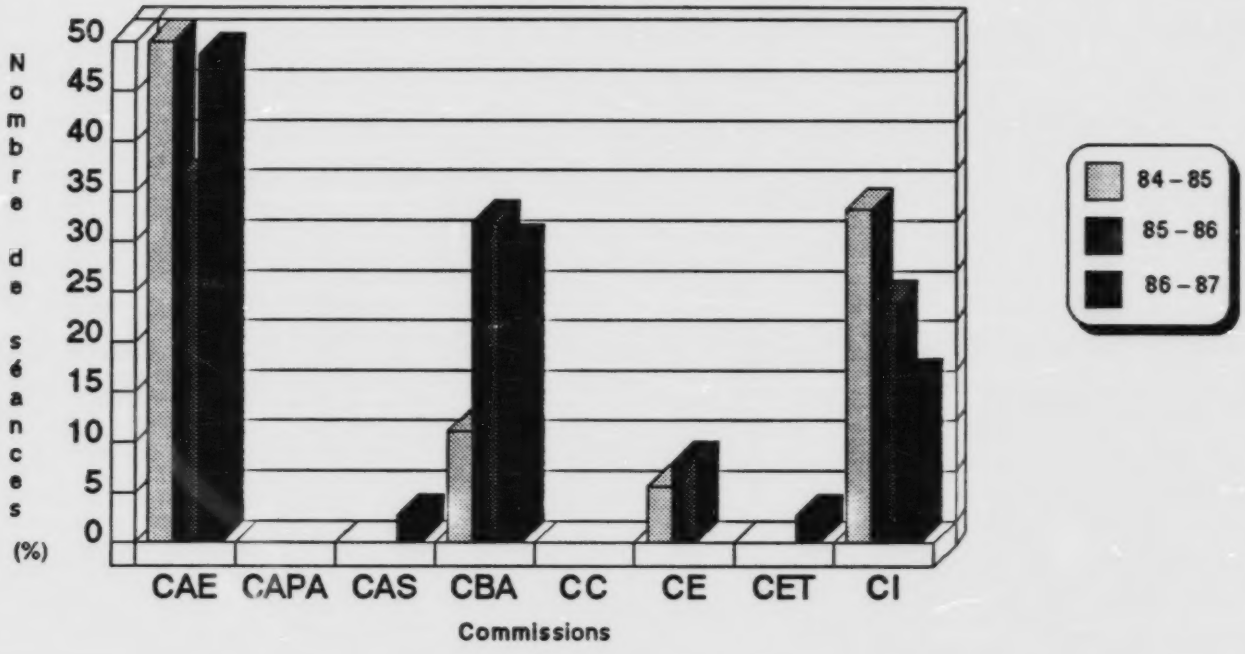
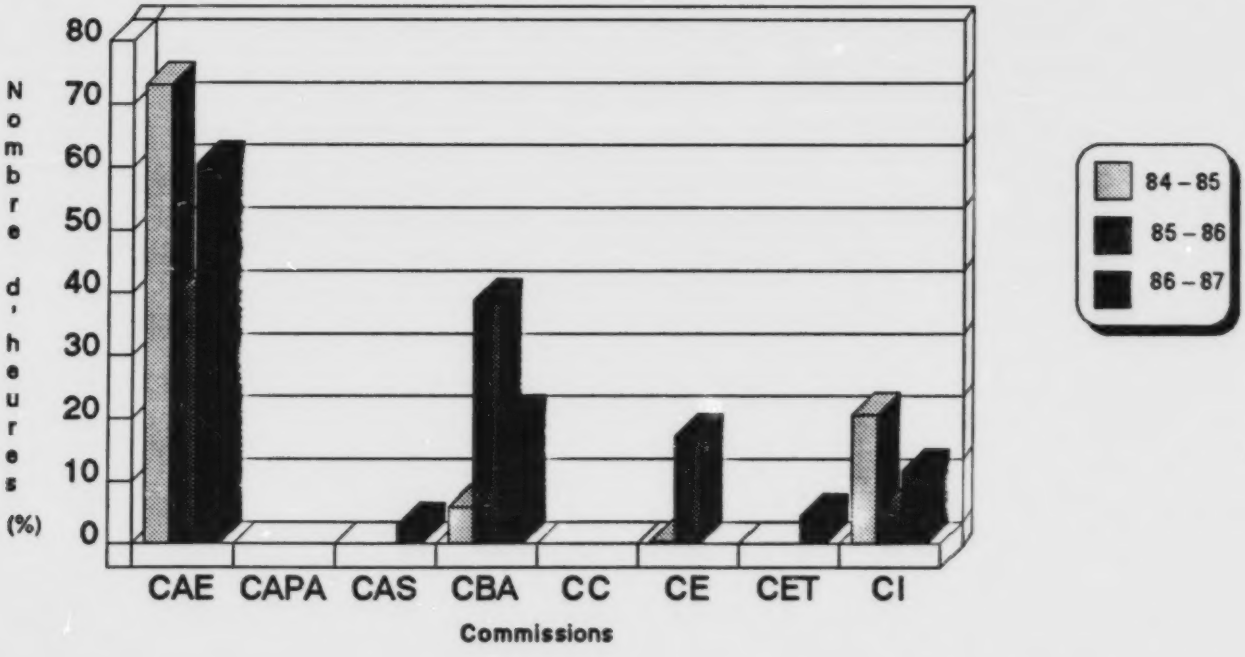


FIGURE 15 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des projets de loi d'intérêt privé, par commission



Étude des crédits budgétaires

Le nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des crédits budgétaires correspond, dans une large mesure, au nombre ou à l'importance des ministères relevant de chaque commission.

TABLEAU 24 - Séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	7	36,60
CAPA	3	11,00
CAS	6	28,20
CBA	5	21,55
CC	4	16,40
CE	4	21,30
CET	6	32,70
CI	5	19,00
TOTAL	40	186,75

Les données du tableau 24 illustrent bien cette situation. En effet, les commissions qui ne couvrent qu'un ministère, comme la CAPA, comptent le moins grand nombre d'heures alors que la CAE et la CET, qui regroupent de quatre à sept ministères, ont le plus grand nombre d'heures dans cette activité.

Pour 1986-1987, on observe un meilleur équilibre dans la répartition des séances et des heures de séances entre les commissions. Les figures 16 et 17 illustrent aussi la diminution des écarts entre les commissions.

FIGURE 16 Répartition des séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission

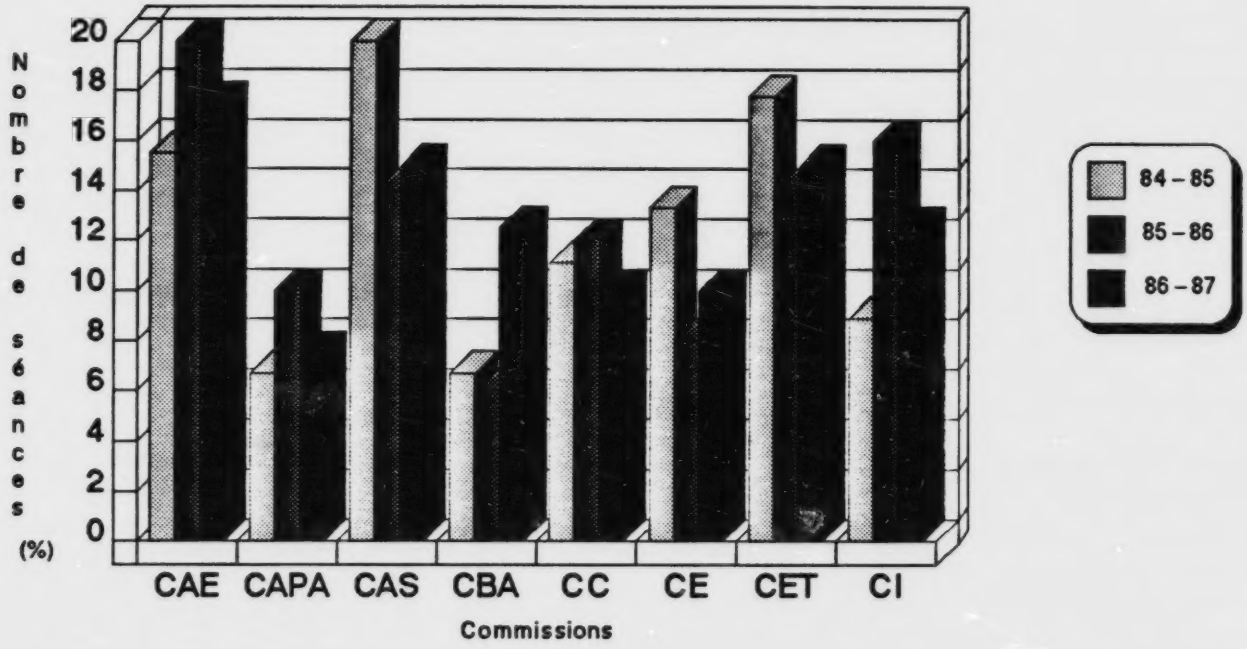
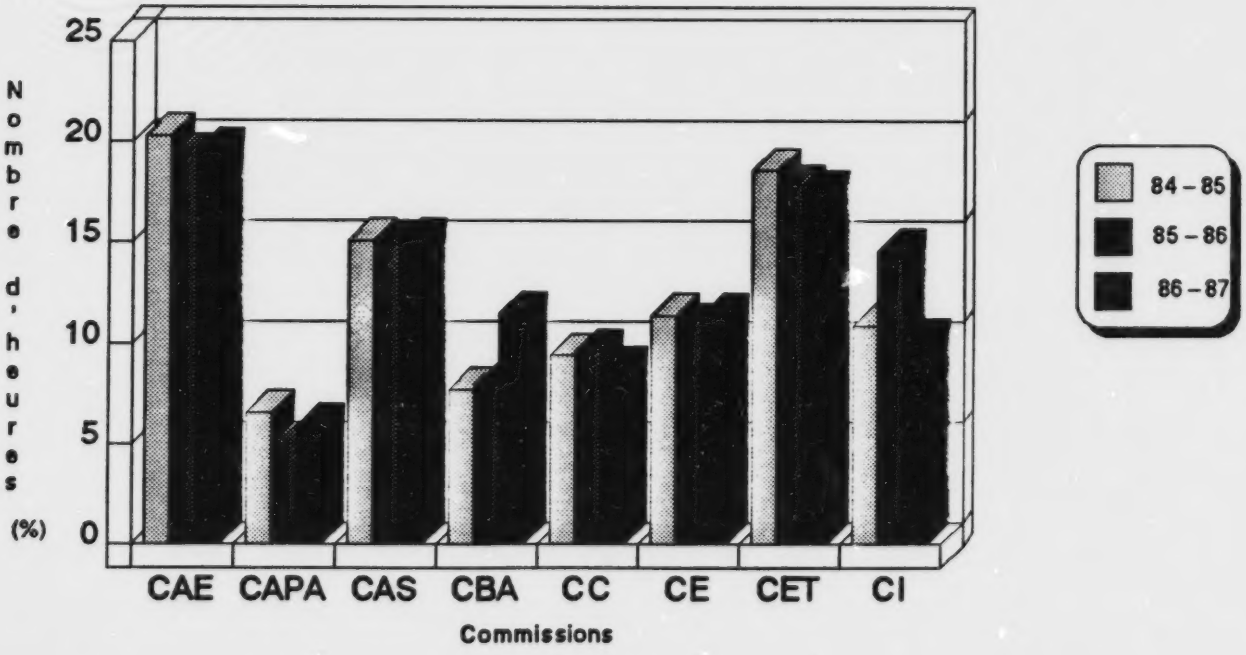


FIGURE 17 Répartition des heures de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires, par commission



Interpellation

Le Règlement stipule que les séances d'interpellation doivent s'échelonner sur deux heures. Cette obligation se reflète assez nettement dans le tableau 25, puisque la moyenne de durée des séances se situe à près de deux heures.

TABLEAU 25 - Séances consacrées aux interpellations, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	-	-
CAPA	-	-
CAS	6	12,20
CBA	3	6,15
CC	2	4,00
CE	-	-
CET	-	-
CI	-	-
TOTAL	11	22,35

FIGURE 18 Répartition des séances consacrées aux interpellations, par commission

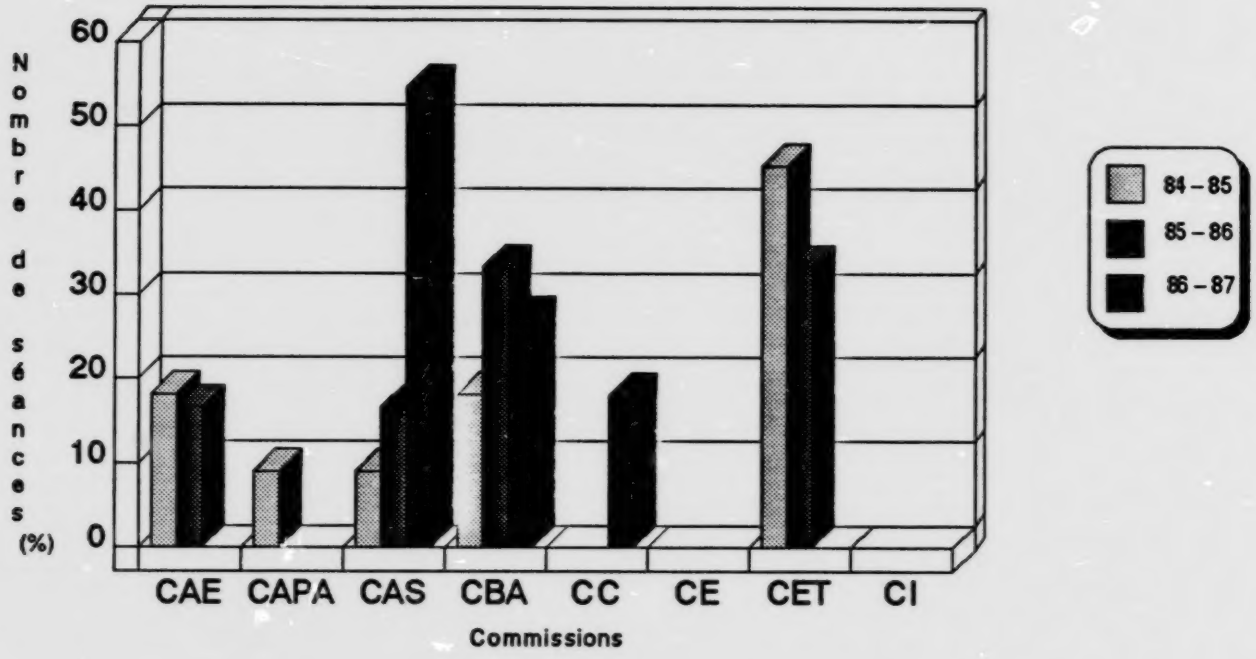
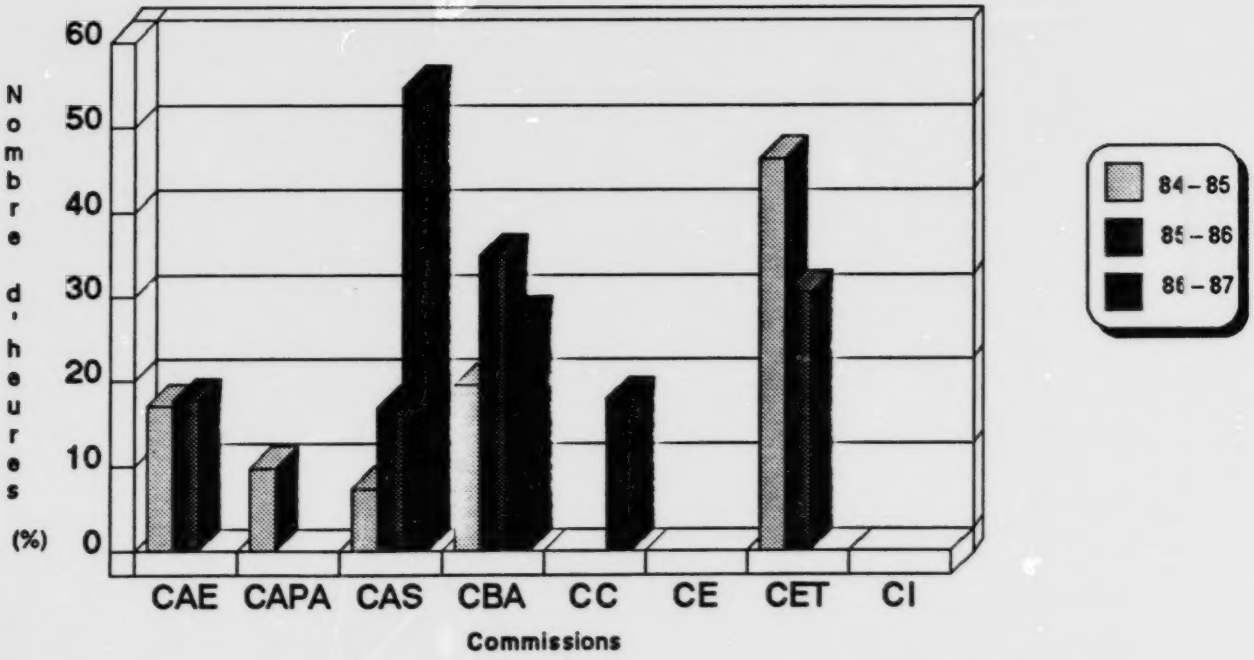


FIGURE 19 Répartition des heures de séances consacrées aux interpellations, par commission



Autres mandats confiés par l'Assemblée

Il s'agit de l'activité qui a augmenté le plus considérablement sa part en 1986-1987 (figures 8 et 9). Les commissions ont consacré 48 séances, soit 235 heures, à des sujets autres que les études détaillées des projets de loi, les crédits budgétaires et les interpellations. Huit mandats sont à l'origine de ces séances, soit trois consultations générales, trois consultations particulières et deux études spécifiques.

Les consultations générales ont porté sur:

- l'étude des orientations et du cadre de financement du réseau universitaire québécois pour l'année 1987-1988 et pour les années subséquentes (CE);

- l'avant-projet de loi sur le Code de procédure pénale (CI);

- le statut économique de l'artiste et du créateur (CC).

Les consultations particulières ont porté sur:

- l'avant-projet de loi sur les pesticides (CAE);

- l'avant-projet de loi sur les forêts (CET);

- l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1987 (CET).

Les études spécifiques ont porté sur:

- l'examen de toute proposition de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales (CI);

- le débat dans le cadre du discours sur le budget (CBA).

TABLEAU 26 - Séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	6	26,00
CAPA	-	-
CAS	-	-
CBA	2	9,60
CC	8	34,35
CE	17	91,45
CET	9	61,40
CI	6	12,85
TOTAL	48	235,35

Les figures 20 et 21 nous révèlent que six commissions ont reçu de tels mandats l'an dernier, contre seulement trois et deux les années précédentes. En 1986-1987, la CE a été la commission qui a connu le taux d'activité le plus élevé à l'intérieur de cette activité, y consacrant 40 % de ses séances et 53 % de ses heures de séances.

FIGURE 20 Répartition des séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission

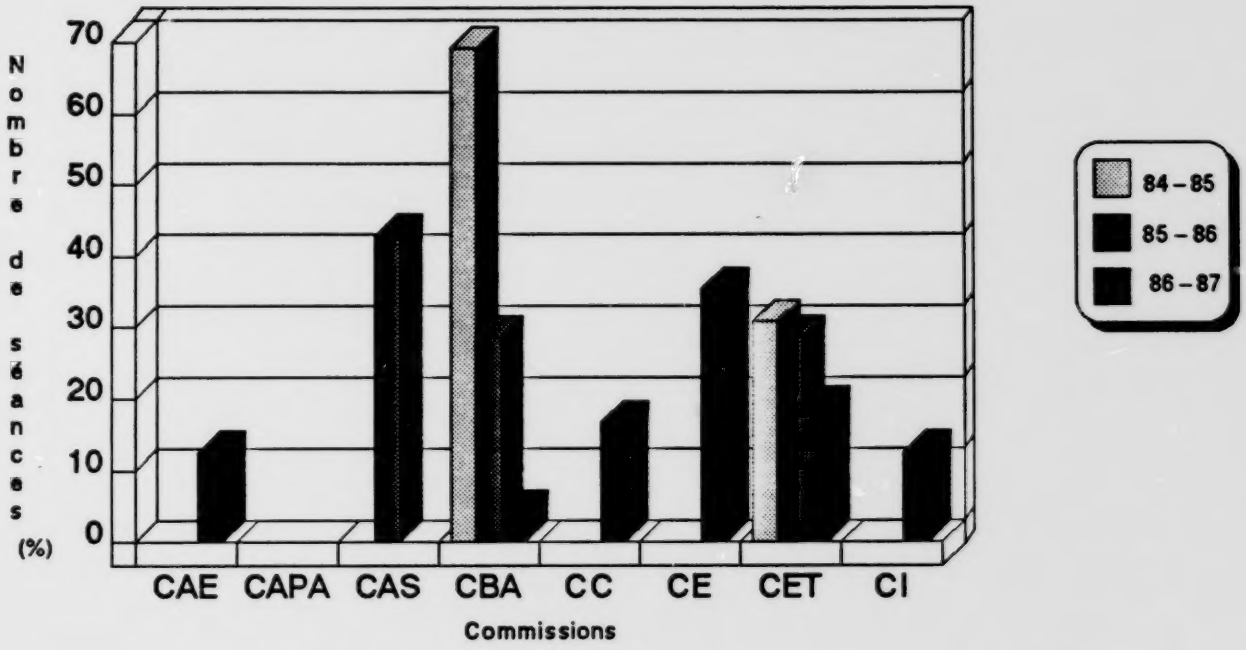
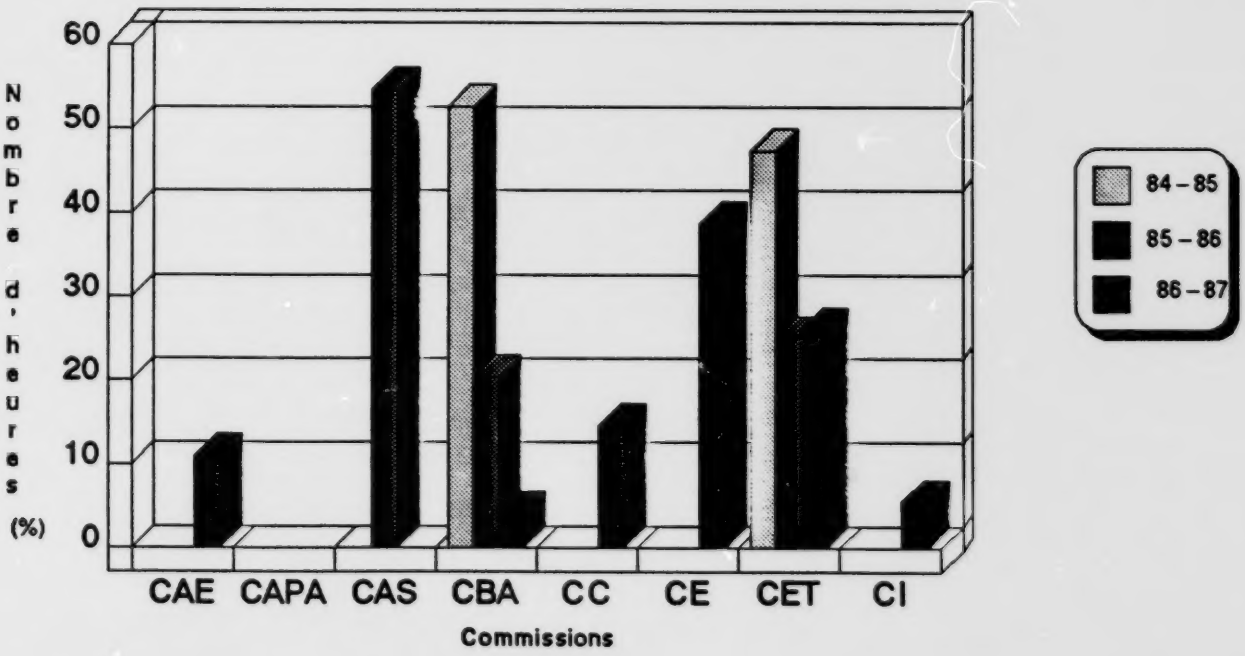


FIGURE 21 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats confiés par l'Assemblée, par commission



Législation déléguée

Bien que le Règlement prévoie que les commissions peuvent étudier les règlements ou les projets de règlement édictés par les ministères, un seul mandat a été exécuté dans le cadre de cette activité, soit l'étude par la CET des projets de règlements permettant la mise en application de certains articles de la Loi sur les forêts. C'est d'ailleurs la première fois depuis la réforme parlementaire établie en mars 1984 qu'une séance y est consacrée spécifiquement.

Surveillance des organismes publics

Le Règlement oblige les commissions à examiner annuellement les orientations, les activités et la gestion d'au moins un organisme public relevant de sa compétence.

TABLEAU 27 - Séances consacrées à la surveillance des organismes publics, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	1	0,05
CAPA	2	2,45
CAS	4	12,65
CBA	7	27,05
CC	1	4,05
CE	1	4,65
CET	-	-
CI	7	12,50
TOTAL	23	63,40

Les huit commissions (tableau 27) ont entrepris cette activité. Il faut noter cependant que seul la CET n'a pas tenu de séance spécifique à cet effet. Parmi les mandats mandats terminés, nous dénombrons:

- l'examen de l'Office des personnes handicapées du Québec (CAS);
- l'examen du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration (CC);
- l'examen du Conseil supérieur de l'éducation (CE);
- l'examen de l'Office de protection du consommateur (CI).

Les mandats entrepris mais non terminés au 31 mars 1987 sont:

- l'examen de la Commission des transports du Québec (CAE);
- l'examen de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CAPA);
- l'examen de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CBA);
- l'examen de la Société de développement industriel (CET);
- l'examen de la Commission des droits de la personne (CI).

Les figures 22 et 23 mettent en évidence l'ampleur que peut accorder une commission à ce type de mandat au cours d'une année précise. Par exemple, en 1986-1987, la CBA a accordé à cette activité près de 2,5 fois plus de temps que toute autre commission.

FIGURE 22 Répartition des séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission

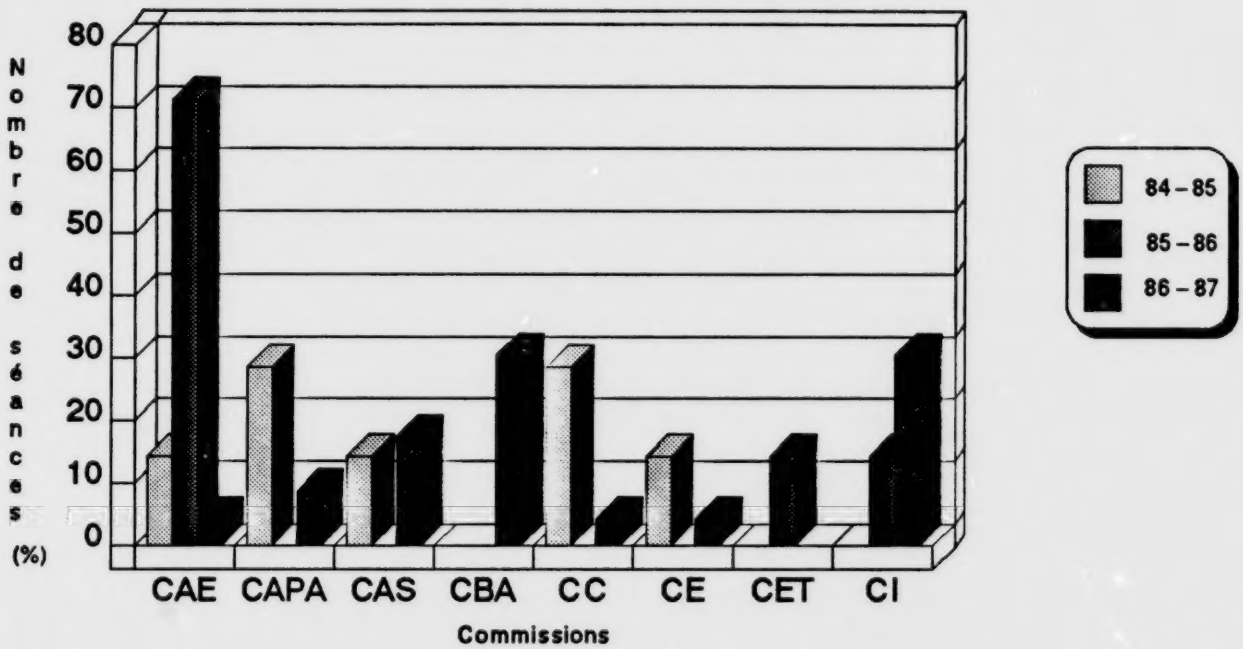
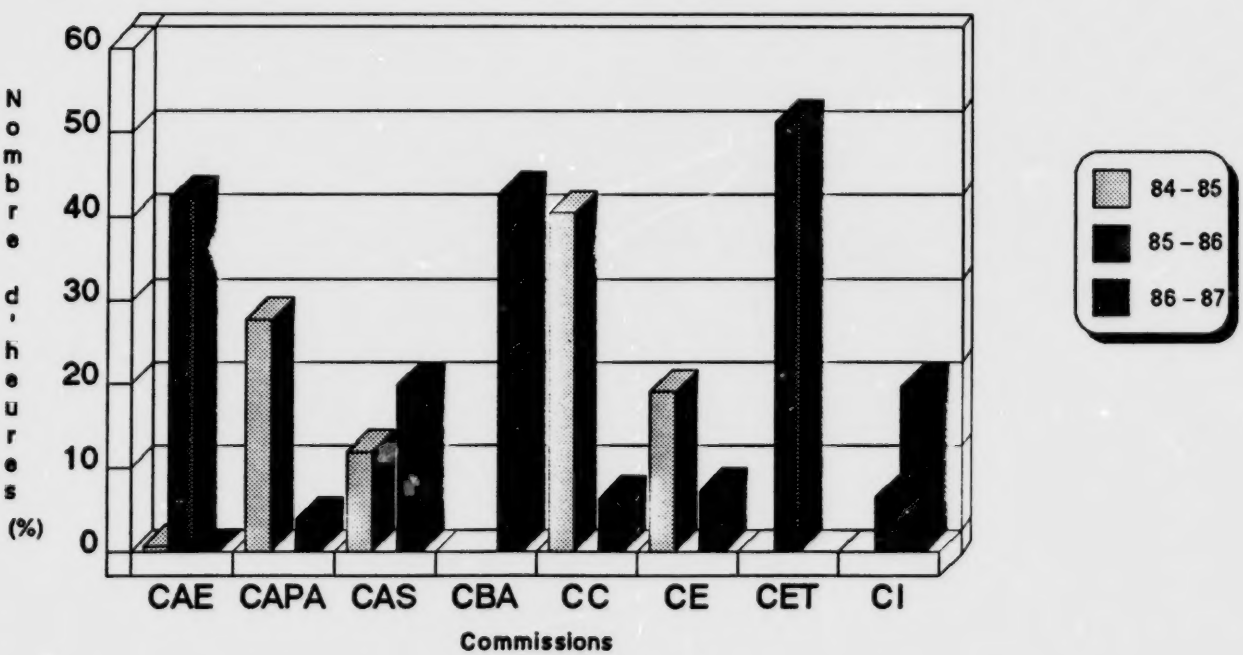


FIGURE 23 Répartition des heures de séances consacrées à la surveillance des organismes publics, par commission



Vérification des engagements financiers

Les séances de vérification des engagements financiers sont trimestrielles. L'an dernier, les commissions ont tenu 41 séances comparativement à 27 et 12 séances au cours des deux années précédentes.

TABLEAU 28 - Séances consacrées à la vérification des engagements financiers, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	7	23,35
CAPA	4	13,35
CAS	4	6,85
CBA	8	14,15
CC	3	3,20
CE	2	7,25
CET	7	10,75
CI	6	13,35
TOTAL	41	92,25

Les figures 24 et 25 révèlent une répartition de la charge de travail à peu près similaire pour les deux dernières années.

FIGURE 24 Répartition des séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission

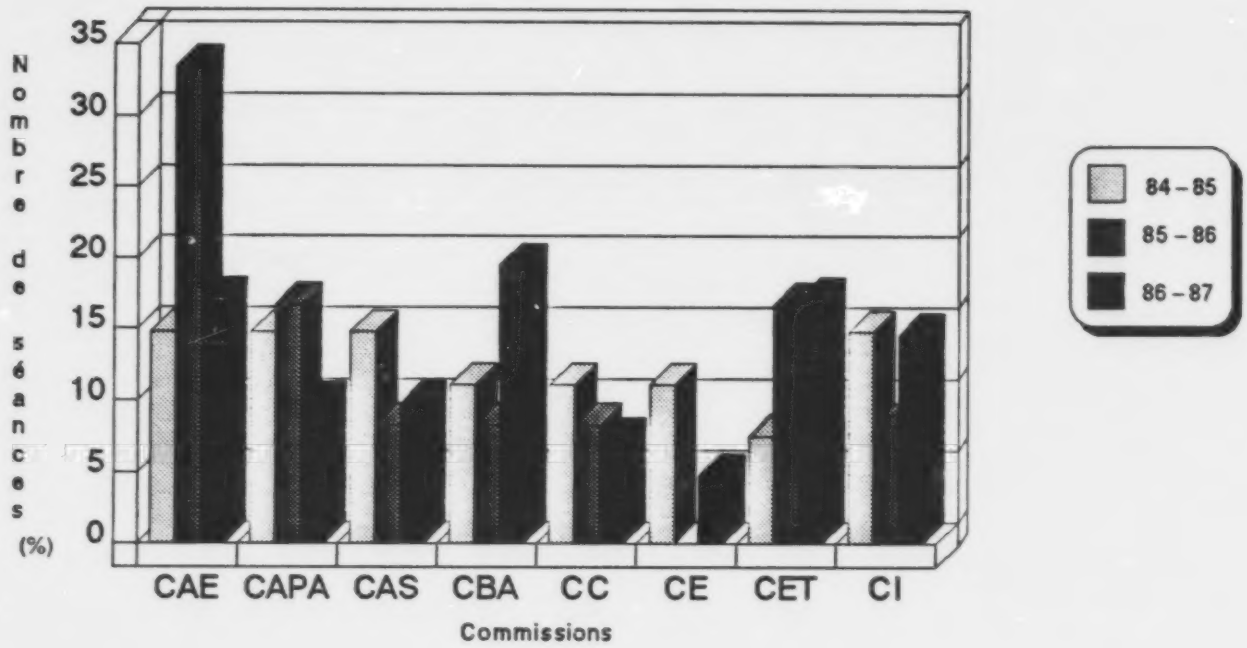
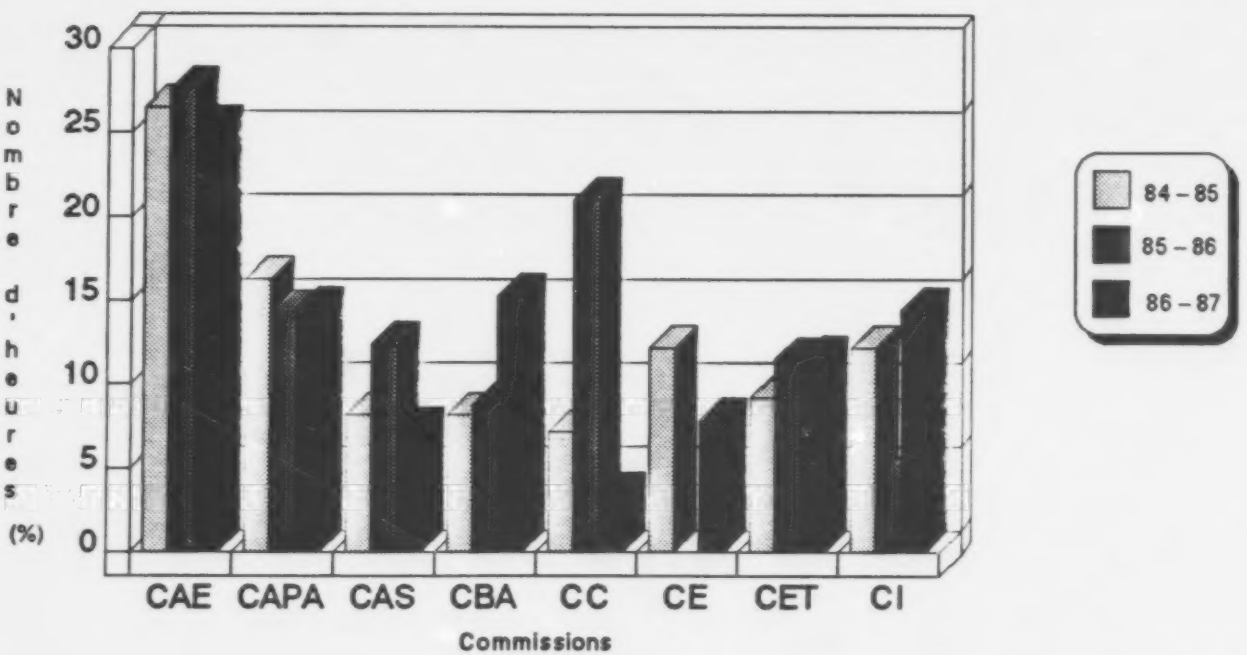


FIGURE 25 Répartition des heures de séances consacrées à la vérification des engagements financiers, par commission



Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

Cette activité (tableau 29) a regroupé cinq séances qui ont porté sur:

- l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et l'évolution des finances publiques (CBA);
- l'étude du rapport d'activité 1985-1986 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels (CC);
- l'étude du projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité, entreprise en vertu du paragraphe B de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne (CI);
- l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987 (CI).

TABLEAU 29 - Séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	-	-
CAPA	-	-
CAS	-	-
CBA	2	4,80
CC	1	1,80
CE	-	-
CET	-	-
CI	2	3,05
TOTAL	5	9,65

FIGURE 26 Répartition des séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission

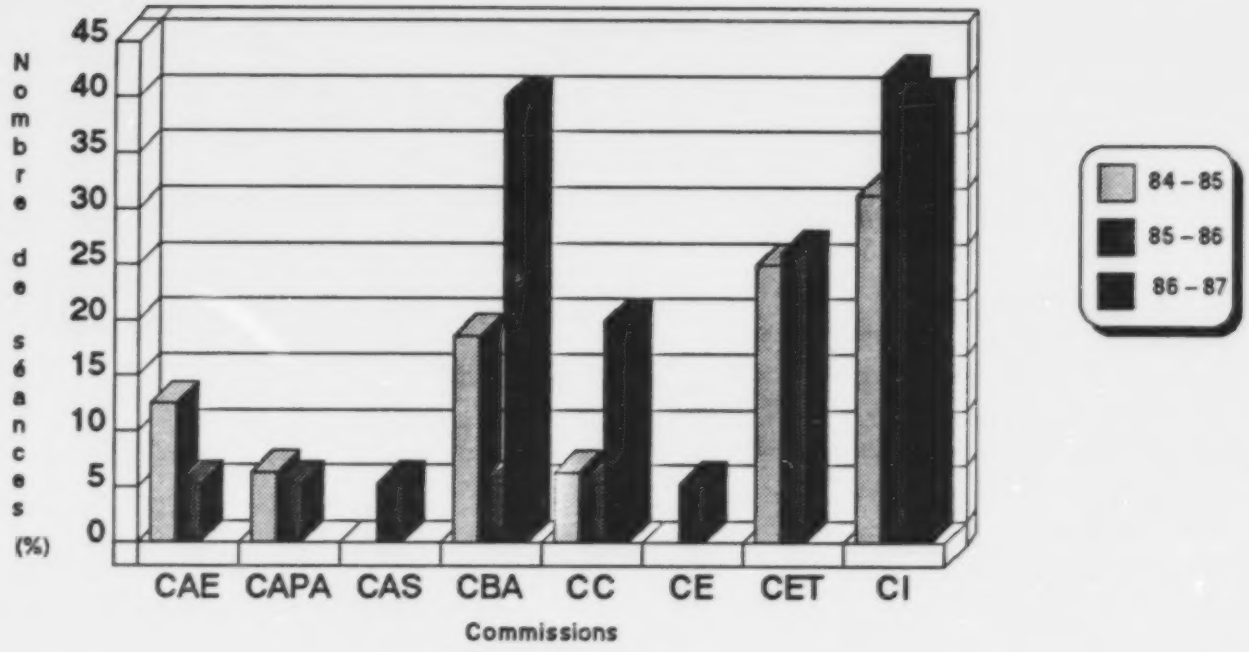
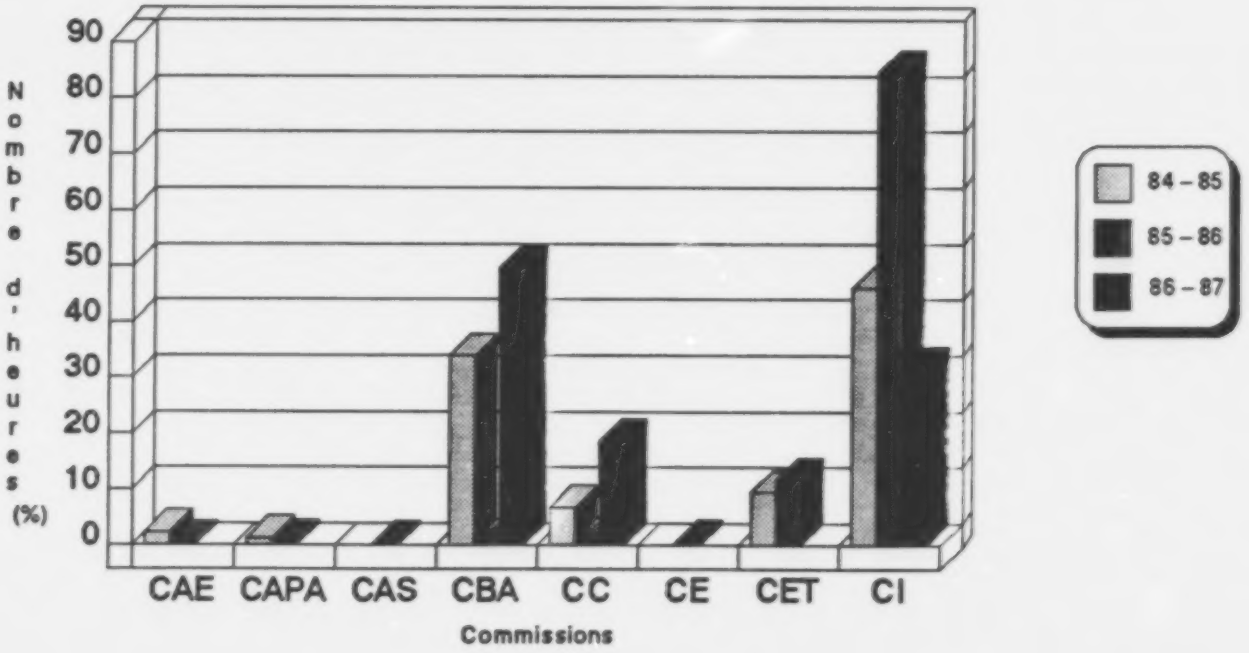


FIGURE 27 Répartition des heures de séances consacrées aux autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi, par commission



Études entreprises à l'initiative des commissions

En 1986-1987, aucun mandat d'initiative n'a été entrepris par les commissions.

FIGURE 28 Répartition des séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commissions

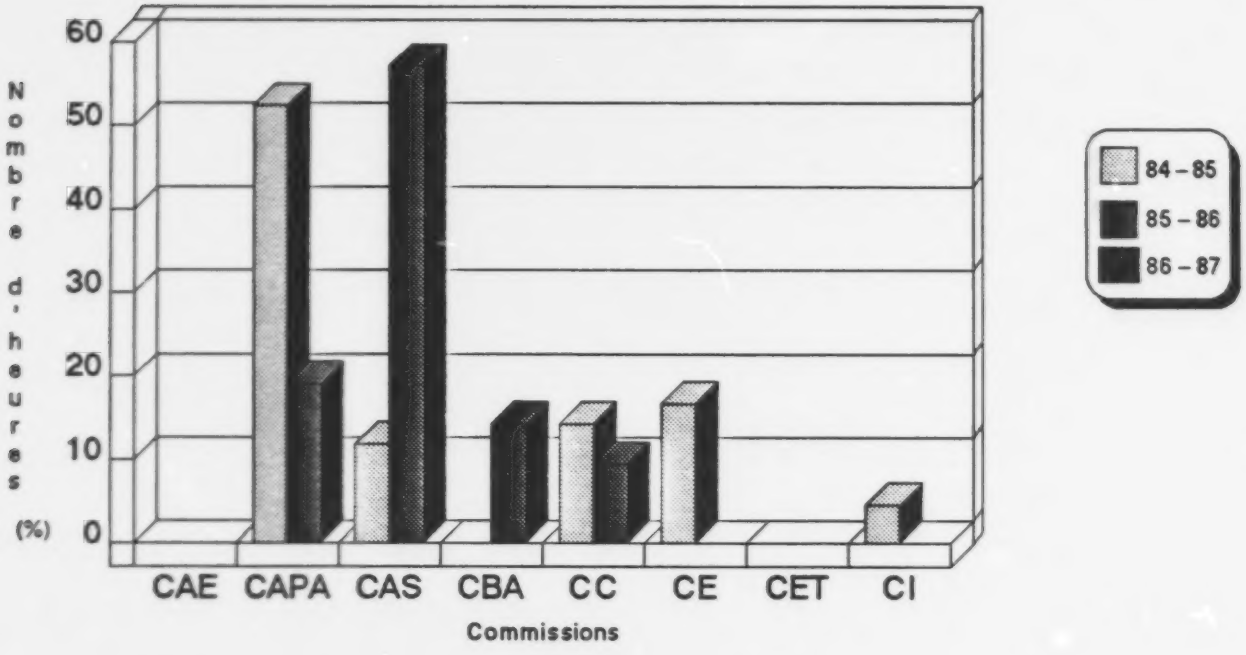
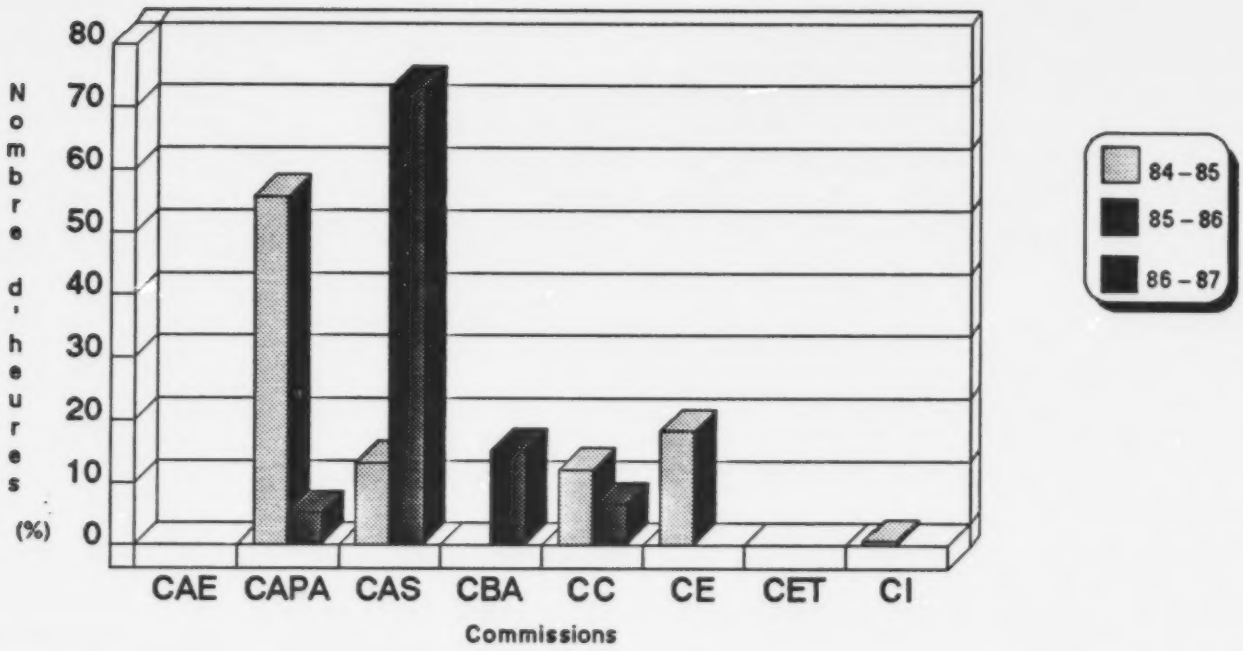


FIGURE 29 Répartition des heures de séances consacrées à des études entreprises à l'initiative des commission



Organisation générale

Le tableau 30 présente les séances nécessaires à la planification et à l'organisation des travaux de chacune des huit commissions.

TABLEAU 30 - Séances consacrées à l'organisation générale, en nombre et en heures, par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	1	0,60
CAPA	1	7,30
CAS	4	2,20
CBA	1	0,55
CC	6	7,35
CE	1	1,00
CET	5	5,55
CI	4	5,05
TOTAL	23	29,60

FIGURE 30 Répartition des séances consacrées à l'organisation générale, par commission

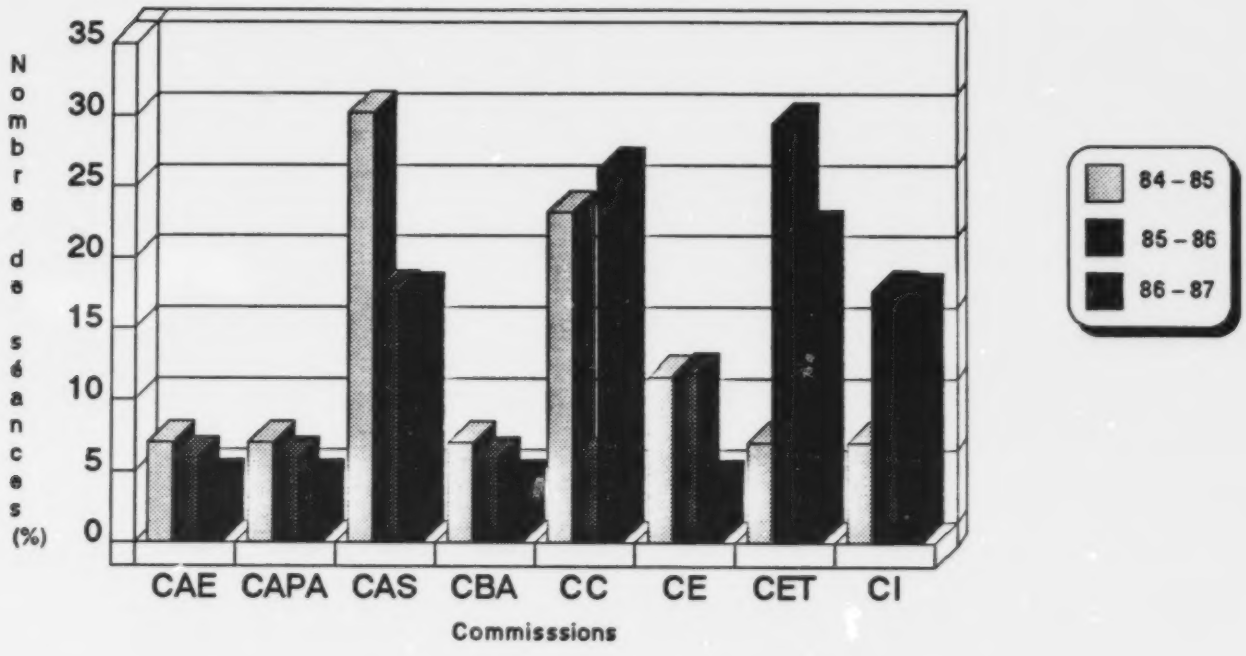
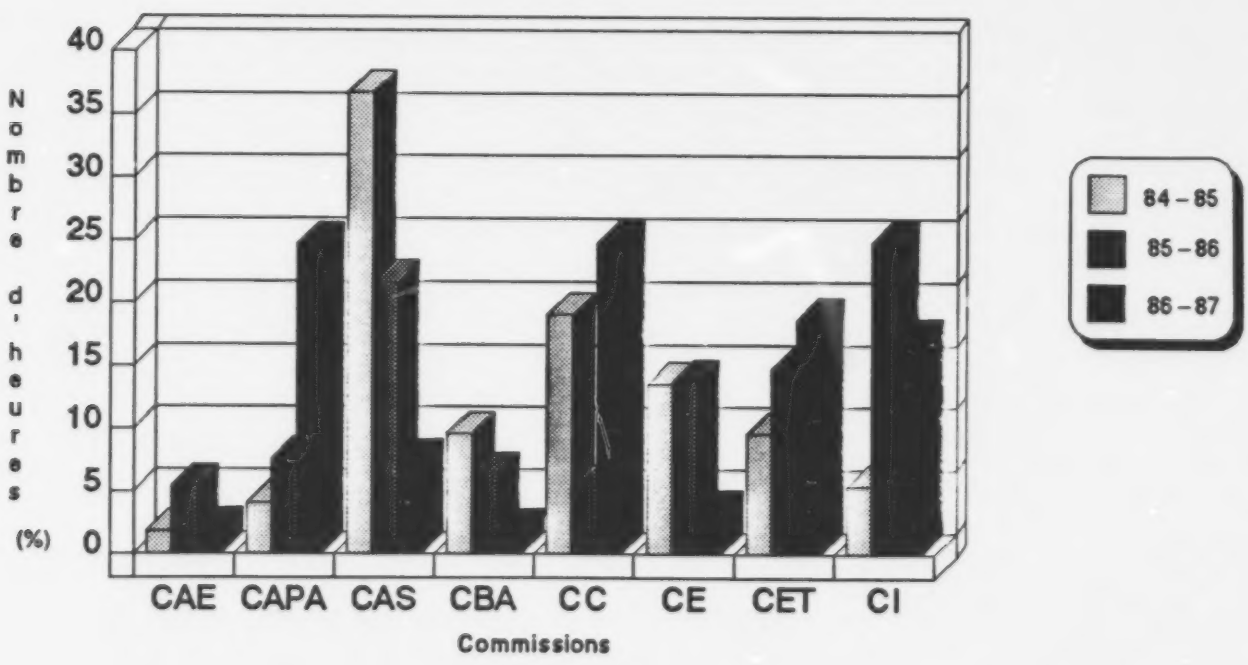


FIGURE 31 Répartition des heures de séances consacrées à l'organisation générale, par commission



4.0 LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE

La Commission de l'Assemblée nationale et la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire ont été écartées de l'ensemble des statistiques sur les activités des commissions parce que leurs mandats et leur mode de fonctionnement comportent des particularités qu'il aurait été difficile de comparer avec l'ensemble des autres commissions.

Le rôle essentiel de la Commission de l'Assemblée nationale est de veiller au bon fonctionnement de l'Assemblée, autant dans son organisation que dans son fonctionnement interne. Quant à la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire, elle a un mandat unique: étudier les questions de réforme parlementaire.

Au cours de l'année 1986-1987, la CAN s'est réunie à cinq reprises: pour débuter son mandat sur la motion de privilège du député de Lévis concernant la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; pour procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 147 - Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales; et enfin pour traiter de diverses questions telles que la formation et la définition du mandat de la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire, le pouvoir de dépenser et l'autonomie des commissions.

Le comité directeur de la CAN, constitué du Président de l'Assemblée nationale et des leaders du gouvernement et de l'Opposition officielle, s'est aussi réuni une fois.

5.0 LE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL ET LES AUTRES ACTIVITÉS DES COMMMISSIONS

Nous avons regroupé à l'intérieur de ce chapitre l'ensemble des éléments relatifs au fonctionnement et à certaines activités des commissions.

Comité directeur

Chaque commission a formé, à la demande de son président et dans le cadre prévu dans les Règles de fonctionnement concernant les commissions, un comité directeur composé de ses président, vice-président et secrétaire.

Les réunions des comités directeurs ont permis de planifier les travaux des commissions et de régler des problèmes liés à ceux-ci, évitant ainsi de réunir tous les membres des commissions en séance de travail. La souplesse caractérise donc le cadre de travail de ces comités.

Le dénombrement des réunions des comités directeurs, reproduit au tableau 32 repose sur les comptes rendus produits par les secrétaires de commission.

TABLEAU 31 - Comités directeurs

Commissions	Réunions
CAE	16
CAPA	-
CAS	-
CBA	12
CC	3
CE	7
CET	5
CI	-
TOTAL	43

Sous-commission

Pour les besoins de l'exécution d'un mandat, le Règlement de l'Assemblée nationale permet aux commissions de former des sous-commissions. Au cours de l'année, une seule commission (CI) s'est prévalue de cette possibilité. La CI a siégé une seule fois en sous-commission pour terminer l'étude détaillée du projet de loi 20 - Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

Rappelons qu'en 1985-1986, 15 % de l'ensemble des séances et plus de 23 % des heures de séances des commissions s'étaient effectuées en sous-commission.

En 1986-1987, les commissions ont donc modifié complètement leur mode de fonctionnement.

Présidence des séances

En 1986-1987, le partage de la présidence des séances a été différent. Les présidents des commissions ont dirigé les travaux dans une proportion de 59 % (88 % en 1985-1986), les vice-présidents dans une proportion de 24 % (5,5 % en 1985-1986), et les présidents de séance dans 17 % des cas (2,5 % en 1985-1986).

TABLEAU 32 - Présidence des séances

Commissions	Président de la commission	Vice-président de la commission	Président de séance	TOTAL
CAE	23	65	3	91
CAPA	18	2	9	29
CAS	33	-	2	35
CBA	51	-	11	62
CC	31	1	5	37
CE	30	-	12	42
CET	26	13	17	56
CI	40	20	13	73
TOTAL	252	101	72	425

Ressources professionnelles autres que le personnel régulier

Les commissions ont eu recours, à titre d'experts ou de recherchistes, aux services de cinq professionnels, dont quatre ont été embauchés par les commissions; l'autre personne a fait l'objet d'un prêt de service de la part d'un ministère. En plus, les commissions ont bénéficié des services de dix recherchistes de la Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Au total, l'ensemble de ces personnes a représenté l'équivalent de trois personnes/année.

Ce personnel d'appoint a effectué des recherches dans le cadre des mandats de surveillance d'organismes publics, de mandats confiés par l'Assemblée et de la réforme parlementaire.

Déplacements des commissions

Des députés et des fonctionnaires ont été délégués par les commissions à des conférences et à des colloques. Ainsi, une délégation de la CC a participé à un colloque de la Conférence canadienne des arts sur le statut de l'artiste, tenu à Ottawa; une délégation de la CE a assisté aux États généraux de l'éducation à Montréal; une délégation de la CBA s'est rendue à Saskatoon pour participer à la conférence annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics; une délégation de la CAE a pris part à Albany, New York, à un caucus législatif organisé par le Center for the Great Lakes; une délégation de la CET a visité les installations de la Baie-James et une autre s'est rendue à Boston pour rencontrer des parlementaires américains du comité de l'énergie et de l'environnement du Council of State Governments' Eastern Regional Conference.

Personnel de soutien

Les secrétaires de commission ont pu compter sur la collaboration de personnel de soutien efficace pour les seconder dans leur travail. Ainsi, une agente de secrétariat a assisté chaque secrétaire durant les séances pour calculer le temps d'intervention de chaque membre des commissions et s'occuper de la gestion de la documentation lors de ces séances. De plus, l'équipe des documentalistes du Secrétariat des commissions a été en mesure de satisfaire les demandes d'information législatives et autres des différentes commissions.

Consultations générales et particulières

Dans le cadre des consultations qui ont été menées par les commissions au cours de la dernière année, soit 18 consultations particulières et 5 consultations générales, 360 organismes ou individus ont été entendus. De ceux-ci, 344 ont déposé un mémoire au Secrétariat des commissions.

Des 18 consultations particulières, 5 sont rattachées à la surveillance d'organismes; les 13 autres se répartissent entre des mandats d'étude, des projets de loi publics, des avant-projets de loi, etc.

Au nombre des consultations, on peut ajouter les 36 consultations particulières qui se sont déroulées en même temps que l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé.

6.0 ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

L'état des dépenses des commissions pour l'année 1986-1987 est présenté dans les pages qui suivent.

Ces états financiers sont produits conformément à l'article 14 du Règlement sur les ressources financières et le personnel attribués aux commissions et sous-commissions (Décision 105 du Bureau de l'Assemblée nationale).

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

État des dépenses effectuées
par les commissions

		1986-87	1985-86
		$	$
Traitement			
02	Employés occasionnels		
01	Agents de recherche	11 926,66	26 238,00
		11 926,66	26 238,00
Fonctionnement			
03	Services de transport et de communication		
01	Employés publics	1 541,44	754,00
02	Ministres et députés	13 372,97	-
07	Réunions ministérielles	885,50	392,00
40	Publications des ministères	-	16,00
		15 799,91	1 162,00
04	Services professionnels, administratifs et autres		
03	Services juridiques	83,52	-
05	Administration	29 819,49	43 076,00
10	Perfectionnement	1 225,00	-
61	Réceptions	441,79	-
62	Abonnements	1 190,00	-
		32 759,80	43 076,00
06	Location matériel et équipement		
33	Matériel de communication	-	76,00
35	Dactylographe	-	552,00
		-	628,00
07	Fournitures et approvisionnement		
46	Imprimés et livres	812,10	4 354,00
		812,10	4 354,00
11	Autres dépenses		
01	Oeuvres d'art	261,60	-
		261,60	-
	TOTAL	61 560,07	75 458,00

Commission de l'aménagement et des équipements

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Fonctionnement		
07	Fournitures et approvisionnement	
46	Imprimés et livres	557,10
	TOTAL	557,10

Commission de l'Assemblée nationale

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Fonctionnement		
04	Services professionnels, administratifs et autres	
03	Services juridiques	83,52
61	Réceptions et frais d'accueil	212,46
	TOTAL	295,98

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

Année financière 1986-1987

Dépenses

Aucune dépense

Commission des affaires sociales

Année financière 1986-1987

Dépenses

Aucune dépense

Commission du budget et de l'administration

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Traitement		
02	Employés occasionnels	
	02 Agent de recherche	11 926,66
Fonctionnement		
03	Services de transport et communication	
	01 Employés publics	1 541,44
	02 Ministres et députés	2 182,30
		3 723,74
04	Services professionnels, administratifs et autres	
	05 Comptabilité et administration	19 410,65
	61 Réceptions et frais d'accueil	229,33
	62 Abonnements	1 190,00
		20 829,98
07	Fournitures et approvisionnement	
	46 Livres	255,00
	TOTAL	36 735,38

Commission de la culture

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Fonctionnement		
04	Services professionnels, administratifs et autres	
05	Administration	10 408,84
	TOTAL	10 408,84

Commission de l'éducation

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Fonctionnement		
03	Services de transport et de communication	
02	Ministres et députés	3 760,64
07	Réunions ministérielles ou interministérielles	885,50
		3 646,14
04	Services professionnels, administratifs et autres	
10	Perfectionnement	1 225,00
	TOTAL	5 871,14

Commission de l'économie
et du travail

Année financière 1986-1987

Dépenses

		$
Fonctionnement		
03	Services de transport et de communications	
	02 Ministre et députés	7 430,03
11	Autres dépenses	
	01 Oeuvres d'art, pièce de collection	261,60
	T O T A L	7 691,63

Commission des institutions

Année financière 1986-1987

Dépenses

Aucune dépense

ANNEXE I

DÉNOMINATION ET COMPÉTENCE DES COMMISSIONS

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Article 118:

Outre la Commission de l'Assemblée nationale, il y a huit commissions permanentes de l'Assemblée. Leur dénomination et leur compétence sont les suivantes:

1° Commission des institutions:

Présidence du Conseil exécutif, justice, relations intergouvernementales, constitution et protection du consommateur;

2° Commission du budget et de l'administration:

Finances, budget, comptes publics, administration du gouvernement, fonction publique, privatisation, services et approvisionnements;

3° Commission des affaires sociales:

Famille, santé, services sociaux et communautaires, condition féminine, relations avec les citoyens, main-d'oeuvre et sécurité du revenu;

4° Commission de l'économie et du travail:

Industrie, commerce, tourisme, travail, technologie, énergie et ressources;

5° Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:

Agriculture, pêcheries et alimentation;

6° Commission de l'aménagement et des équipements:

Collectivités locales, aménagement, transport, travaux publics, environnement, loisirs, chasse et pêche et habitation;

7° Commission de l'éducation:

Éducation, science et formation professionnelle;

8° Commission de la culture:

Culture, communications, communautés culturelles et immigration.

ANNEXE II

FICHES DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

LÉGENDE

N = Nombre de mandats

MODE = Consultation générale (CG) ou consultation particulière (CP), ou étude détaillée (ED).

SÉANCES = Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat.

Séances publiques (P) et séances de travail (T).

PROJETS DE LOI = Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Étude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O)

N.B.: Le terme "amendements" inclut les sous-amendements.

PARTICIPANTS = Nombre cumulatif des membres (M), des députés remplaçants (R) et des autres députés (AD) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat.

Nombre de ministres (MI), d'organismes invités (OI) et de personnes invitées (PI) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre du mandat.

DOCUMENTS = Nombre de mémoires (M) et autres textes (T) déposés officiellement.

PERSONNEL = Nombre d'employés requis par la commission pour l'exécution d'un mandat: personnel régulier de l'Assemblée (RG), personnel d'appoint (AP), consultants ou experts (EX).

REMARQUES = Caractéristiques particulières reliées au fonctionnement de commission.

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi concernant la ville de LaSalle (PL 190)	1	CP/ED	1(P)	02h 55m	-	-	9	16	14	A	12	-	-	2	2	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant le Code de la sécurité routière (PL 60)	1	ED	1(P)	01h 12m	-	-	15	1	1	A	11	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi sur la protection des fumeurs dans certains lieux publics (PL 84)	1	ED	3(P)	12h 41m	-	-	37	31	21	A	32	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports (PL 66)	1	ED	1(P)	03h 00m	-	-	18	2	2	A	11	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (PL 38)	1	ED	1(P)	01h 09m	-	-	6	1	1	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (PL 41)	1	ED	1(P)	03h 11m	-	-	10	4	3	A	12	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (PL 43)	1	ED	1(P)	00h 08m	-	-	3	-	-	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (PL 44)	1	ED	1(P)	00h 06m	-	-	3	-	-	A	8	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale (PL 40)	1	ED	2(P)	03h 01m	-	-	30	8	8	A	24	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.10 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (PL 50)	1	ED	1(P)	00h 14m	-	-	3	-	-	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.11 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale de Kativik (PL 49)	1	ED	1(P)	00h 12m	-	-	3	-	-	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.12 Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (PL 48)	1	ED	1(P)	00h 09m	-	-	3	-	-	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.13 Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux (PL 46)	1	ED	1(P)	00h 09m	-	-	3	-	-	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.14 Loi concernant la ville de Schefferville (PL 67)	1	ED	2(P)	13h 01m	-	-	11	6	3	A	28	2	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.15 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes (PL 36)	1	-	1(P)	01h 10m	-	-	22	2	2	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.16 Loi modifiant le Code municipal du Québec (PL 37)	1	ED	1(P)	00h 25m	-	-	26	2	2	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.17 Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités (PL 97)	1	ED	1(P)	00h 05m	-	-	2	-	-	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.18 Loi modifiant l'assurance-automobile (PL 19)	1	ED	1(P)	00h 36m	-	-	4	3	3	A	11	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.19 Loi modifiant la Loi sur l'expropriation (PL 64)	1	ED	1(P)	00h 16m	-	-	3	-	-	A	7	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.20 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière (PL 89)	1	ED	1(P)	01h 58m	-	-	32	8	8	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.21 Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun (PL 90)	1	ED	1(P)	00h 26m	-	-	30	1	1	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.22 Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec (PL 98)	1	ED	1(P)	00h 31m	-	-	18	5	5	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.23 Loi modifiant la Loi sur le transport, la Loi sur le ministère des transports et la Loi sur la voirie (PL 99)	1	ED	1(P)	00h 21m	-	-	12	-	-	A	7	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.24 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (PL 100)	1	CG	1(P)	03h 57m	-	-	-	-	-	-	11	-	1	1	5	-	5	-	2	-	-	
			-	-	2(P)	08h 36m	-	-	-	-	22	2	-	1	9	-	9	5	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.25 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (PL 45)	1	ED	1(P)	00h 07m	-	-	4	-	-	A	6	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.26 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités (PL 47)	1	ED	1(P)	00h 02m	-	-	2	-	-	A	6	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.27 Code de la sécurité routière (PL 127)	1	ED	8(P)	51h 25m	-	-	672	181	175	A	92	3	3	2	-	-	-	5	2	-	-	
1.1.28 Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont Sainte-Anne (PL 126)	1	ED	1(P)	00h 27m	-	-	2	-	-	A	8	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.29 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1er avril 1976 (PL 121)	1	ED	1(P)	00h 27m	-	-	3	-	-	A	9	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.30 Loi modifiant la Loi sur les transports (PL 144)	1	ED	1(P)	01h 25m	-	-	13	4	4	A	9	-	-	1	-	-	-	1	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.31 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (PL 153)	1	ED	4(P)	17h 30m	-	-	51	18	15	A	47	11	-	1	-	-	-	1	2	-	-	
1.1.32 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec (PL 137)	1	CP	-	-	1(P)	02h 58m	-	-	-	-	15	5	-	1	3	-	-	-	2	-	-	
		ED	-	-	3(P)	14h 10m	43	10	4	A	40	14	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant la ville de Mercier (PL 228)	1	CP/ED	1(P)	00h 27m	-	-	3	1	1	A	10	1	2	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.2 Loi concernant la ville de Rimouski (PL 213)	1	CP/ED	1(P)	00h 32m	-	-	4	1	1	A	9	2	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.3 Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu (PL 203)	1	CP/ED	1(P)	00h 21m	-	-	8	-	-	A	7	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.4 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf (PL 218)	1	CP/ED	1(P)	00h 49m	-	-	3	4	4	A	10	1	2	1	1	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.5 Loi concernant la ville de Deux-Montagnes (PL 202)	1	CP/ED	1(P)	00h 35m	-	-	6	1	1	A	9	1	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.6 Loi concernant la ville de Saint-Césaire (PL 252)	1	CP/ED	2(P)	07h 21m	-	-	6	6	3	A	21	3	4	2	4	1	-	-	2	-	-	
1.2.7 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Sallaberry-de-Valleyfield (PL 219)	1	CP/ED	1(P)	01h 00m	-	-	8	-	-	0	11	-	1	1	2	-	-	-	2	-	-	Étude non terminée
1.2.8 Loi concernant la Corporation de paroisse de Saint-Élie d'Orford (PL 248)	1	CP/ED	1(P)	00h 33m	-	-	4	1	1	A	8	-	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.9 Loi concernant le village de Saint-Gédéon (PL 258)	1	CP/ED	1(P)	01h 34m	-	-	3	1	-	A	10	-	-	1	2	-	-	-	2	-	-	
1.2.10 Loi concernant la ville d'Iberville (PL 247)	1	CP/ED	1(P)	00h 38m	-	-	6	-	-	A	12	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.11 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville (PL 250)	1	CP/ED	1(P)	00h 12m	-	-	4	1	1	A	10	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.12 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville (PL 254)	1	CP/ED	1(P)	00h 06m	-	-	3	1	1	A	9	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.13 Loi modifiant la Charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield (PL 267)	1	CP/ED	1(P)	01h 07m	-	-	3	-	-	0	11	-	-	1	3	-	-	-	2	-	-	Étude non terminée
1.2.14 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli (PL 268)	1	CP/ED	1(P)	00h 47m	-	-	8	2	2	A	10	-	-	1	2	-	-	-	2	-	-	
1.2.15 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec (PL 272)	1	CP/ED	1(P)	00h 48m	-	-	6	5	5	A	10	-	-	2	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.16 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec (PL 271)	1	CP/ED	1(P)	04h 09m	-	-	61	32	30	A	11	-	1	1	2	-	-	-	2	-	-	
1.2.17 Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal (PL 200)	1	CP/ED	1(P)	01h 51m	-	-	14	7	6	A	11	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	7(P)	36h 37m	-	-	-	-	-	-	103	8	20	4	-	-	-	6	2	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Avant-projet de loi sur les pesticides	1	CP	-	-	5(P)	25h 16m	-	-	-	-	63	7	-	2	27	-	30	8	3	-	-	
					1(T)	00h 45m	-	-	-	-	9	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Commission des transports du Québec	1	-	1(T)	00h 02m	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES EQUIPEMENTS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	4(P)	08h 49m	-	-	-	-	-	-	41	3	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	3(P)	14h 33m	-	-	-	-	43	8	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	00h 35m	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PECHERIES, ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (PL 71)	1	ED	5(P)	18h 31m	-	-	18	16	6	A	63	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec (PL 85)	1	ED	3(P)	17h 13m	-	-	20	1	1	A	47	7	-	2	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux (PL 69)	1	CP	1(P)	07h 38m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	1	9	-	-	6	2	-	-	
		ED	2(P)	07h 15m	-	-	19	11	5	A	23	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires (PL 86)	1	ED	1(P)	00h 13m	-	-	4	-	-	A	11	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole (PL 132)	1	ED	2(P)	12h 40m	-	-	2	1	-	A	28	1	2	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PECHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux (PL 117)	1	ED	3(P)	06h 25m	-	-	13	3	1	A	40	-	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (PL 146)	1	ED	1(P)	00h 13m	-	-	-	-	-	-	12	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	1(P)	05h 27m	16	1	1	A	14	2	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	3(P)	10h 59m	-	-	-	-	-	-	40	2	-	2	-	-	-	-	2	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PECHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Commission de protection du territoire agricole	1	-	-	-	2(T)	02h 27m	-	-	-	-	20	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	4	-	2(P)	04h 56m	-	-	-	-	-	-	20	1	1	2	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	2(P)	08h 24m	-	-	-	-	26	-	-	2	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Etudes entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	07h 18m	-	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1985-1986

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (PL 75)	1	ED	2(P)	12h 02m	-	-	11	15	8	A	29	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec (PL 77)	1	ED	1(P)	00h 45m	-	-	9	1	1	A	11	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie (PL 74)	1	ED	1(P)	02h 25m	-	-	7	5	4	A	8	-	-	1	-	-	-	2	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie (PL 124)	1	ED	2(P)	09h 13m	-	-	2	1	-	A	24	6	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux (PL 142)	1	ED	3(P)	20h 17m	-	-	10	5	1	0	46	23	4	1	-	-	-	1	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale (PL 139)	1	ED	1(P)	03h 35m	-	-	4	-	-	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis (PL 208)	1	CP/ED	1(P)	01h 09m	-	-	6	-	-	A	9	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	6(P)	28h 11m	-	-	-	-	-	-	74	8	6	3	-	-	-	13	2	-	-	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 L'administration de l'aide sociale	1	-	1(P)	02h 03m	-	-	-	-	-	-	4	2	-	1	-	-	-	-	1	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987 — COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4.2 Les politiques libérales à l'égard de la condition féminine	1	-	1(P)	02h 00m	-	-	-	-	-	-	8	5	-	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.3 Les politiques du gouvernement à l'égard de la condition féminine	1	-	1(P)	01h 58m	-	-	-	-	-	-	8	3	-	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.4 Les politiques gouvernementales de main-d'oeuvre et de sécurité pour les jeunes	1	-	1(P)	02h 13m	-	-	-	-	-	-	7	3	1	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.5 La situation des urgences médicales au Québec	1	-	1(P)	01h 58m	-	-	-	-	-	-	6	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.6 L'insuffisance des ressources dans les services sociaux au Québec	1	-	1(P)	01h 59m	-	-	-	-	-	-	6	1	1	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Office des personnes handicapées du Québec	1	CP	-	-	2(P)	11h 35m	-	-	-	-	25	-	-	-	1	-	-	1	2	-	-	
		-	-	-	1(T)	00h 23m	-	-	-	-	6	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	
			1(T)	00h 19m	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	1	-	4(P)	06h 50m	-	-	-	-	-	-	44	2	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	4(T)	02h 11m	-	-	-	-	-	-	41	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires (PL 80)	1	ED	1(P)	03h 49m	-	-	10	-	-	A	13	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires (PL 81)	1	ED	1(P)	00h 47m	-	-	12	-	-	A	13	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement par des intermédiaires de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source (PL 79)	1	ED	1(P)	01h 03m	-	-	3	-	-	A	13	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.4 Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives (PL 68)	1	ED	4(P)	13h 35m	-	-	29	14	5	A	46	5	-	1	-	-	-	2	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (PL 53)	1	ED	1(P)	01h 55m	-	-	238	-	-	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.6 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs publics (PL 55)	1	ED	1(P)	03h 51m	-	-	115	17	16	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 (PL 78)	1	ED	-	-	1(P)	03h 25m	17	-	-	A	11	2	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts (PL 135)	1	ED	1(P)	01h 25m	-	-	14	-	-	A	9	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi modifiant la Loi sur les compagnies (PL 143)	1	ED	1(P)	01h 08m	-	-	13	1	1	A	9	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.10 Loi concernant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations (PL 122)	1	ED	1(P)	00h 18m	-	-	4	1	1	A	9	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.11 Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (PL 118)	1	ED	1(P)	00h 20m	-	-	3	-	-	A	11	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.12 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (PL 120)	1	ED	-	-	4(P)	15h 33m	105	9	9	A	45	2	2	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.13 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière (PL 129)	1	ED	2(P)	06h 40m	-	-	4	5	4	A	22	1	4	2	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.14 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 (PL 130)	1	ED	3(P)	08h 09m	-	-	3	2	2	A	33	2	1	2	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi sur les Placements Normand Inc. (PL 204)	1	CP/ED	1(P)	01h 33m	-	-	3	-	-	A	13	-	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.2 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia-Maison d'Italie (PL 240)	1	CP/ED	1(P)	00h 54m	-	-	3	4	4	A	13	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.3 Loi concernant Ressources Chesbar Inc. (Pl 243)	1	CP/ED	1(P)	00h 37m	-	-	2	-	-	A	12	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.4 Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité civile) (PL 244)	1	CP/ED	1(P)	00h 09m	-	-	2	-	-	A	12	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.5 Loi sur l'Hôtel de Lido inc. (PL 209)	1	CP/ED	1(P)	00h 14m	-	-	3	-	-	A	12	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.6 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec inc. (PL 221)	1	CP/ED	1(P)	00h 21m	-	-	2	1	1	A	12	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.7 Loi sur Aylmer Park Development Corp. (PL 227)	1	CP/ED	1(P)	00h 13m	-	-	3	-	-	A	14	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.8 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd (PL 270)	1	CP/ED	1(P)	00h 08m	-	-	3	-	-	A	13	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.9 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (PL 264)	1	CP/ED	1(P)	01h 14m	-	-	6	-	-	A	14	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.10 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier (PL 265)	1	CP/ED	1(P)	01h 18m	-	-	15	4	4	A	14	2	-	1	3	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.11 Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance Vie du Québec (PL 269)	1	CP/ED	1(P)	00h 58m	-	-	10	1	1	A	16	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	5(P)	21h 33m	-	-	-	-	-	-	65	8	11	6	4	-	-	3	2	-	-	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 Les grandes orientations du Conseil du trésor dans le contrôle des dépenses gouvernementales	1	-	1(P)	02h 01m	-	-	-	-	-	-	9	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.2 L'état des négociations entre le gouvernement et les employés(es) des secteurs public et parapublic	1	-	1(P)	02h 02m	-	-	-	-	-	-	8	2	-	2	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.3 L'avenir de Madelipêche	1	-	1(P)	02h 04m	-	-	-	-	-	-	5	2	1	2	-	-	-	-	1	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Débat sur le discours du budget	1	-	2(P)	09h 35m	-	-	-	-	-	-	30	2	4	1	-	-	-	2	2	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Commission des valeurs mobilières du Québec	1	-	1(T)	02h 21m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1	
			-	-	5(T)	17h 38m	-	-	-	-	49	-	1	-	3	-	-	-	2	2	1	
		CP	-	-	1(P)	07h 04m	-	-	-	-	14	2	-	-	3	-	3	1	2	2	1	
			1(P)	04h 22m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	1	4	2	4	-	2	2	1	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	2(P)	03h 27m	-	-	-	-	-	-	17	1	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
		-	-	-	6(P)	10h 41m	-	-	-	-	65	4	1	6	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	2	-	-	-	2(P)	04h 47m	-	-	-	-	19	1	-	1	-	-	-	1	2	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	00h 32m	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE LA CULTURE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autes dispositions législatives (PL 15)	1	ED	1(P)	00h 06m	-	-	2	2	2	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal (PL 16)	1	ED	1(P)	00h 07m	-	-	4	-	-	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur les archives (PL 17)	1	ED	1(P)	00h 05m	-	-	3	-	-	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur le cinéma (PL 18)	1	ED	1(P)	00h 03m	-	-	2	-	-	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec (PL 61)	1	ED	4(P)	18h 07m	-	-	9	8	1	A	47	6	11	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (PL 73)	1	ED	1(P)	00h 22m	-	-	2	-	-	A	9	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur le cinéma (PL 157)	1	ED	1(P)	07h 02m	-	-	5	7	5	A	13	2	2	1	-	-	-	1	2	-	-	
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (PL 149)	1	ED	2(P)	02h 11m	-	-	3	-	-	A	24	3	2	4	-	-	-		2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	4(P)	16h 23m	-	-	-	-	-	-	46	7	26	8	-	-	-	1	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE LA CULTURE

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 L'avenir de Radio-Québec	1	-	1(P)	02h 02m	-	-	-	-	-	-	6	1	3	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.4.2 Les politiques libérales en matière d'immigration	1	-	1(P)	01h 56m	-	-	-	-	-	-	5	1	1	1	-	-	-	-	1	-	-	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Statut économique de l'artiste et du créateur	1	CG	6(P)	32h 34m	-	-	-	-	-	-	65	3	7	1	34	2	50	2	2	-	1	
			2(T)	01h 46m	-	-	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2.1 Conseil des communautés culturelles et de l'Immigration	1	CP	1(P)	04h 03m	-	-	-	-	-	-	11	-	1	1	1	-	-	2	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.3 Vérification des engagements financiers	1	-	-	-	2(P)	03h 01m	-	-	-	-	16	1	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
			1(T)	00h 12m	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Étude du rapport d'activités 1985-1986 de la Commission d'accès à l'information conformément à l'article 119.1 de la Loi sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels	1	CP	-	-	1(P)	01h 47m	-	-	-	-	12	2	-	-	1	-	-	-	2	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	2(T)	00h 54m	-	-	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	4(T)	06h 26m	-	-	-	-	41	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique (PL 24)	1	ED	2(P)	05h 50m	-	-	48	33	33	A	20	1	-	1	-	-	-	3	2	-	-	
1.1.2 Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (PL 30)	1	CP	1(P)	01h 19m	-	-	-	-	-	-	6	-	-	1	1	-	1	1	2	-	-	
	1	ED	1(P)	01h 00m	-	-	8	-	-	A	13	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants (PL 58)	1	ED	4(P)	25h 54m	-	-	12	-	-	0	62	8	7	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Education à la Société de radio-télévision du Québec (PL 54)	1	ED	1(P)	00h 29m	-	-	11	1	1	A	11	-	-	1	-	-	-	1	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (PL 29)	1	ED	1(P)	01h 46m	-	-	3	-	-	A	10	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires (PL 25)	1	ED	1(P)	01h 25m	-	-	4	-	-	A	10	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités (PL 26)	1	ED	1(P)	00h 26m	-	-	3	-	-	A	10	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (PL 28)	1	ED	1(P)	01h 03m	-	-	4	-	-	A	10	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi modifiant la Loi médicale (PL 156)	1	ED	1	01h 53m	-	-	2	2	2	A	12	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.10 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation (PL 131)	1	ED	1	03h 17m	-	-	13	1	1	A	11	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.11 Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé (PL 10)	1	ED	1(P)	00h 04m	-	-	4	-	-	A	13	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.12 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière d'élections scolaires (PL 13)	1	ED	1(P)	01h 18m	-	-	21	-	-	A	13	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	4(P)	21h 18m	-	-	-	-	-	-	48	-	5	1	-	-	-	2	2	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Étude des orientations et du cadre de financement du réseau universitaire québécois pour l'année 1987-1988 et pour les années ultérieures	1	CG	-	-	13(P)	84h 53m	-	-	-	-	168	14	3	4	64	-	79	8	4	-	-	Travaux télévisés
			2(T)	03h 45m	-	-	-	-	-	-	23	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	2(T)	02h 31m	-	-	-	-	23	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Conseil supérieur de l'éducation	1	CP	1(P)	04h 39m	-	-	-	-	-	-	15	1	-	-	1	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	1	-	2(P)	07h 16m	-	-	-	-	-	-	23	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	00h 59m	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (PL 11)	1	CP/ED	1(P)	00h 59m	-	-	23	10	10	A	12	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie (PL 56)	1	ED	1(P)	00h 32m	-	-	9	1	1	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (PL 35)	1	ED	1(P)	00h 42m	-	-	3	1	1	A	9	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante (PL 105)	1	ED	1(P)	01h 16m	-	-	30	-	-	A	11	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.5 Loi sur les forêts (PL 150)	1	ED	7(P)	49h 09m	-	-	228	126	115	A	104	14	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.6 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (PL 119)	1	CP	2(P)	15h 02m	-	-	-	-	-	-	39	6	14	1	12	-	12	-	2	-	-	
			1(T)	01h 20m	-	-	-	-	-	-	16	1	1	-	1	-	-	-	2	-	-	
	1	ED	3(P)	22h 20m	-	-	61	10	4	0	54	9	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise (PL 158)	1	ED	1(P)	00h 56m	-	-	8	2	2	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.8 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (PL 154)	1	ED	1(P)	01h 00m	-	-	13	7	5	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives (PL 155)	1	ED	1(P)	01h 43m	-	-	15	3	3	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.10 Loi sur les établissements touristiques (PL 152)	1	ED	-	-	1(P)	02h 39m	56	5	5	A	9	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.11 Loi sur les terres du domaine public (PL 102)	1	CP	-	-	2(P)	10h 33m	-	-	-	-	30	5	1	1	10	-	18	-	2	-	-	
1.1.12 Loi sur les mines (PL 161)	1	CP	4(P)	21h 30m	-	-	-	-	-	-	46	7	2	2	21	-	26	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi modifiant la Loi refondant la Charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (PL 212)	1	CP/ED	1(P)	01h 40m	-	-	15	2	2	A	9	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	6(P)	32h 41m	-	-	-	-	-	-	88	8	20	9	-	-	-	-	2	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Avant-projet de loi sur les forêts	1	CP	-	-	6(P)	47h 08m	-	-	-	-	106	46	2	2	32	-	45	-	2	-	-	
			-	-	1(T)	02h 31m	-	-	-	-	15	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.5.2 Étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1987	1	CP	-	-	2(P)	11h 45m	-	-	-	-	32	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	1	-	-	-	1(T)	01h 55m	-	-	-	-	13	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	6(P)	08h 29m	-	-	-	-	-	-	60	5	3	6	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	1(P)	02h 17m	-	-	-	-	13	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	4(T)	04h 09m	-	-	-	-	-	-	50	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
			-	-	1(T)	01h 23m	-	-	-	-	11	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES INSTITUTIONS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur les règlements (PL 12)	1	ED	3(P)	08h 50m	-	-	33	18	13	A	29	4	1	1	-	-	-	3	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant le Code de procédure civile (PL 72)	1	ED	1(P)	02h 17m	-	-	11	4	3	A	10	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice (PL 76)	1	ED	2(P)	02h 40m	-	-	123	12	12	A	22	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes (PL 14)	1	ED	1(P)	00h 07m	-	-	3	-	-	A	12	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (PL 62)	1	ED	1(P)	00h 06m	-	-	5	1	1	A	12	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale (PL 88)	1	ED	1(P)	01h 46m	-	-	5	6	6	A	14	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice (PL 87)	1	ED	1(P)	01h 00m	-	-	90	12	12	A	14	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.8 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage (PL 91)	1	ED	-	-	1(P)	05h 13m	3	18	17	A	7	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne (PL 92)	1	ED	11(P)	31h 27m	-	-	384	130	124*	A	88	10	10	1	-	-	-	-	3	-	-	*Au total 46 amendements adoptés en bloc à la version anglaise
1.1.10 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques (PL 96)	1	ED	1(P)	01h 19m	-	-	44	8	8	A	8	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES INSTITUTIONS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.11 Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives (PL 138)	1	ED	1(P)	02h 42m	-	-	48	2	1	A	9	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.12 Loi sur la Société d'Investissement-Jeunesse (PL 103)	1	ED	1(P)	01h 10m	-	-	17	4	4	A	10	5	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.13 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens (PL 20)	1	ED	1(P)	02h 59m	-	-	37	22	22	A	5	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	Mandat exécuté en sous-commission: fin de l'étude détaillée entreprise lors de la 32e Législature
			1(P)	00h 01m	-	-	-	-	-	-	6	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	Dépôt du rapport de la Sous-commission à la Commission des institutions
1.1.14 Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire (PL 148)	1	ED	1(P)	00h 12m	-	-	2	-	-	A	5	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.15 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissements, les reçus et les sessions de biens en stock, en matière d'enregistrement (PL 141)	1	ED	1(P)	00h 04m	-	-	8	1	1	A	5	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.16 Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse (PL 104)	1	CG	6(P)	32h 38m	-	-	-	-	-	-	76	40	10	1	44	1	54	2	2	-	-	
			-	-	2(P)	11h 10m	-	-	-	-	30	14	5	2	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant Michel Dugas (PL 233)	1	CP/ED	1(P)	01h 12m	-	-	2	-	-	0	13	2	-	1	2	1	-	-	2	-	-	
1.2.2 Loi concernant un immeuble de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan) (PL 229)	1	CP/ED	1(P)	00h 16m	-	-	5	-	-	A	13	2	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.2.3 Loi concernant Varina Beattie (PL 242)	1	CP/ED	1(P)	00h 48m	-	-	3	-	-	0	13	2	-	1	2	1	-	-	2	-	-	
1.2.4 Loi concernant le Foyer Saint-Antoine-de-Longueuil (PL 224)	1	CP/ED	1(P)	00h 39m	-	-	4	3	3	A	12	2	-	1	2	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES INSTITUTIONS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.5 Loi concernant Lomer Pilote (PL 251)	1	CP/ED	1(P)	00h 55m	-	-	2	-	-	0	13	2	-	1	1	1	-	-	2	-	-	
1.2.6 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine (Pl 245)	1	CP/ED	1(P)	00h 34m	-	-	4	2	2	A	6	-	-	-	1	-	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Étude des crédits budgétaires 1986-1987 relevant de la compétence de la Commission	1	-	5(P)	18h 58m	-	-	-	-	-	-	58	5	8	5	-	-	-	3	2	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Examen de toute proposition de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales	1		-	-	3(P)	02h 02m	-	-	-	-	34	18	-	1	1	-	-	4	2	-	-	
			-	-	1(T)	00h 21m	-	-	-	-	9	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Avant-projet de loi sur le Code de procédure pénale	1	CG	-	-	2(P)	08h 29m	-	-	-	-	17	1	-	1	6	-	8	-	2	-	-	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organismes																						
2.2.1 Office de la protection du consommateur	1	CP	-	-	1(P)	05h 57m	-	-	-	-	12	2	-	-	1	-	-	-	2	-	-	
			-	-	1(T)	00h 22m	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
			4(T)	03h 30m	-	-	-	-	-	-	34	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.2.2 Commission des droits de la personne	1	CP	-	-	1(T)	02h 41m	-	-	-	-	7	-	2	-	1	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	4(P)	11h 36m	-	-	-	-	-	-	33	3	-	6	-	-	-	-	2	-	-	
			2(T)	01h 44m	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1986-1987

COMMISSION DES INSTITUTIONS

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité pris en vertu du paragraphe B de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne	1	-	1(T)	00h 42m	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.4.2 Étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987	1	-	1(P)	02h 20m	-	-	-	-	-	-	14	5	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	01h 00m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
	-	-	-	-	3(T)	04h 03m	-	-	-	-	28	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	